Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

Commission des affaires sociales

Rapport annuel 1987-1988

Québec

90-00992/

Le contenu de cette publication a été rédigé par la
Commission des affaires sociales

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1279, boul. Charest Ouest
Québec (Québec)
G1N 4K7

Dépôt légal — 1er trimestre 1989
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-551-08357-5
ISSN 0229-3811

© Gouvernement du Québec

Monsieur Pierre Lorrain
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter, en ma qualité de ministre responsable de l'application de la Loi sur la Commission des affaires sociales, le treizième rapport annuel de la Commission des affaires sociales.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le ministre de la Main-d'oeuvre
et de la Sécurité du revenu,

André Bourbeau

Québec, décembre 1988

Monsieur André Bourbeau
Ministre de la Main-d'oeuvre
et de la Sécurité du revenu
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport des activités de la Commission des affaires sociales pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

Préparé suivant l'article 44 de la Loi sur la Commission des affaires sociales, ce rapport est le treizième présenté par la Commission. Il contient une description de son fonctionnement général, un exposé de ses activités dans chacune de ses divisions et l'énoncé de certaines recommandations ou observations.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président,

Gilles Poirier, j.c.q.

Québec, décembre 1988

Commission des affaires sociales

M. le juge Gilles Poirier, j.c.q., président
Me Céline Turcotte, Vice-présidente
Me Daniel Harvey, Vice-président

Membres

Me Claude R. Beauvais
Me Daniel Bégin
Me Yves Bergeron
Me Camille Brassard
Me Michel Brisson
Me Jocelyn Carpentier
Me Robert Cloutier
Me Bernard Cohen
Me André DesRochers
Me Jean Hérard
Me Élaine Joly-Ryan
Me Marguerite Gingras-Lamarre
Me Ginette-Hélène Labrosse
Me Paul Mercure
Me Jacques Morency
Me Pierrette Ricard
Me Charlotte Roberge
Me Catherine Rudel-Tessier
Me Jean-Luc St-Hilaire
Me Jacques Tellier
Me Christine Truesdell
Me Georges Wurtele

Assesseurs

Division de l'aide et des allocations sociales

Monsieur Yvon Belley, t.s.p.
Madame Gertrude Langlois
Monsieur Maurice Leclerc
Monsieur Fernand Lord, t.s.p.
Monsieur Roland Plamondon, t.s.p.
Monsieur Guy Pratt
Monsieur Gérald Sylvestre, t.s.p.

Division des services de santé et des services sociaux

et

Division de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels

et

Division de l'assurance-automobile

Docteur Gilbert Blain, m.d.
Docteur Jean-Paul Brault, m.d.
Docteur Jules Brodeur, m.d.
Docteur François Brunet, m.d.
Docteur Jacques Cartier-Giroux, m.d.
Docteur Georges Desrosiers, m.d.
Docteur Jacques Filiatrault, m.d.
Docteur Robert Garneau, m.d.
Docteur Monique Gratton-Amyot, m.d.
Docteur Albert Laliberté, m.d.
Docteur Jean-Yves Larochelle, m.d.
Docteur Hugues Lavallée, m.d.
Docteur Fernand Plante, m.d.
Docteur Gilles Thériault, m.d.
Docteur Claude Therrien, m.d.
Docteur Marcel Rochette, m.d.

Division de la protection du malade mental

Docteur Denis Doyon, psychiatre
Docteur Jules Lambert, psychiatre
Docteur Jacques Labrie, psychiatre
Docteur Dominique Lévesque, psychiatre
Docteur Pierre Martel, psychiatre
Docteur Jean-Marie Albert, psychiatre

Secrétariat:

Montréal: 440 ouest, boul. René-Lévesque
873-5643
Directrice du Bureau
Mme Micheline Leduc

Québec: 1020, route de l'Église
Sainte-Foy
643-3400
Directeur du Bureau
Me Jean-Guy Blouin

Avant-propos

Récemment certains articles de journaux ont fait état des délais encourus devant la Commission des affaires sociales pour l'audition des appels logés dans certaines divisions.

Pour l'information du public, il m'apparaît opportun de faire le point sur cette situation.

Dans la division de l'aide et des allocations sociales, celle des services de santé et des services sociaux et celle de la protection du malade mental, la Commission n'accuse pas de retard déraisonnable dans l'audition des appels.

Dans la division des rentes, la Commission n'accusait pas de retard non plus jusqu'au cours de l'année 1984-1985, mais pour l'année 1985-1986, deux cents appels ont été logés de plus que pour l'année antérieure (847 en comparaison de 640). Puis, elle recevait 902 appels en 1986-1987 et 901 en 1987-1988. N'eut été des remises qui ont été demandées par les parties (32 %), la Commission n'accuserait pas de retard dans cette division. En effet, le solde des dossiers en suspens au 31 mars 1988 s'élevait à 1 105, nombre duquel il faut déduire 354 dossiers déjà remis et 127 dossiers en délibéré.

Pour la division de l'assurance automobile, la Commission a vu le nombre des appels inscrits passer de 440 (1983-1984) à 1 055 (1984-1985), puis à 1 732 en 1986-1987 et à 2 077 en 1987-1988.

Néanmoins, elle a réussi à augmenter au cours des quatre dernières années le nombre de cas cédulés de 640 à 1 670. Mais cette division est l'objet d'une forte demande de remises (40 %). Malgré les efforts de la Commission, le solde des dossiers en suspens au 31 mars 1988 est de 3 648, comprenant 718 dossiers déjà remis et 197 dossiers en délibéré.

Dans la division de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels (alimentée principalement par les appels en matière d'accidents du travail), la Commission a accumulé au cours des dernières années un solde considérable d'appels en suspens. Depuis 1980, j'ai alerté à plusieurs reprises les autorités gouvernementales et le président de la C.S.S.T. de cette situation.

L'on devait adopter des mesures concrètes pour régler le problème de l'article 38, paragraphe 4, de la Loi sur les accidents du travail (le pourcentage de diminution de capacité de travail), qui constitue le motif principal d'appel devant la Commission.

En attendant, l'on a augmenté le nombre de membres et d'assesseurs-médecins de la Commission, mais jamais en nombre suffisant et souvent avec beaucoup de retard pour disposer dans des délais raisonnables des appels logés.

Puis, vint le bill 42, en 1985 seulement, qui devint la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et qui a constitué une nouvelle Commission d'appel en matière de lésions professionnelles pour tout accident du travail survenu après le 19 août 1985, date d'entrée en vigueur de cette loi. Ainsi, la Commission des affaires sociales perdait pour l'avenir sa juridiction en cette matière, mais le législateur lui laissait le soin de disposer des appels accumulés au cours des années antérieures suivant l'ancienne loi sur les accidents du travail.

Pour faire face à ce nombre d'appels, la Commission a fait modifier sa loi constitutive pour réduire la composition des quorums de 3 à 2 de manière à disposer de plus de membres pour entendre les appels; elle augmentait le nombre de cas cédulés par jour et par semaine; elle essayait de limiter les remises en expédiant les avis d'audition trois mois à l'avance au lieu d'un mois comme auparavant et d'être plus sévère dans l'octroi des ces remises; elle réclamait la production des expertises médicales dans un temps limité, etc.

Malgré ces mesures, la Commission se retrouve quand même au 31 mars 1988 avec un solde d'appels en suspens dans cette division de 7 596 dossiers, comprenant toutefois 1 209 dossiers où au moins une remise a été accordée et 404 dossiers en délibéré.

Il faut noter qu'au cours des dernières années, l'inscription des appels en matière d'accidents du travail a augmenté annuellement:

1982-1983 : 1 805
1983-1984 : 2 428
1984-1985 : 3 341
1985-1986 : 3 564
1986-1987 : 3 260

Ce n'est qu'au cours de l'année 1987-1988 que le nombre d'appels a commencé à chuter: 1 909.

Pendant la même période, malgré ses effectifs restreints, la Commission a pu augmenter son rythme de décisions dans cette division:

1982-1983 : 783
1983-1984 : 1 033
1984-1985 : 1 238
1985-1986 : 1 607
1986-1987 : 1 835
1987-1988 : 2 057

Au cours de cette période, la Commission a donc augmenté de 163 % le nombre de décisions rendues, ce qui dénote une croissance certaine de sa productivité avec les membres et assesseurs médecins alloués.

La Commission ne peut faire davantage sans une augmentation du nombre de membres et d'assesseurs-médecins et c'est ce que les autorités gouvernementales ont décrété au cours des dernières années. Les postes alloués ou vacants sont en voie d'être comblés.

Il faudra compter aussi sur la collaboration des parties pour limiter le nombre de remises, lesquelles sont demandées souvent trop tard pour céduler d'autres dossiers.

Le président,

GILLES POIRIER, j.c.q.
DÉCEMBRE 1988

Table des matières

Introduction 11

Chapitre I
Fonctionnement général 13

1. Présentation 13
2. Composition et organisation 13
3. Pouvoirs et règles de preuve, de procédure et de pratique 16
   - 3.1 Pouvoirs 16
   - 3.2 Règles de preuve, de procédure et de pratique 17
4. Publication des décisions 18
5. Budget 18

Chapitre II
Activités 19

1. Pour l'ensemble de la Commission 19
2. Division de l'aide et des allocations sociales 20
   - 2.1 Aide sociale 22
   - 2.2 Allocations familiales 22
   - 2.3 Autres juridictions 22
3. Division de la protection du malade mental 23
4. Division des services de santé et des services sociaux 24
   - 4.1 Appels de médecins 25
   - 4.2 Contestations d'élection 26
   - 4.3 Demandes d'accès aux dossiers médicaux 26
   - 4.4 Évacuation et relocalisation des personnes hébergées 26
5. Division du régime de rentes 26
   - 5.1 Régime de rentes 27
   - 5.2 Régimes de retraite 27
6. Division de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels 28
   - 6.1 Accidents du travail 28
7. Division de l'assurance-automobile 29

Chapitre III
Observations et recommandations 31

1. Division de l'aide et des allocations sociales 31
2. Division du régime de rentes 32

Annexes 33

I. Juridiction de la Commission des affaires sociales 33

II. Règles de preuve, de procédure et de pratique de la Commission des affaires sociales, c. C-34, r. 1 37

III. Formulaire de déclaration d'appel 41

IV. Personnel de soutien administratif de la Commission des affaires sociales au 31 mars 1988 43

Introduction

La Commission des affaires sociales est un tribunal administratif d'appel qui entend les plaintes de personnes insatisfaites de décisions prises à leur sujet dans le domaine des affaires sociales et de la sécurité du revenu.

Suivant l'article 44 de la Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., c. C-34), la Commission doit transmettre chaque année un rapport sur ses activités au ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, qui le dépose devant l'Assemblée nationale. Elle peut, dans ce rapport, faire des recommandations sur les lois, règlements, directives et pratiques administratives au sujet desquels elle entend les appels, requêtes ou demandes qui lui sont présentés.

Le présent rapport est le treizième présenté par la Commission depuis sa création le 1er août 1975. Il concerne l'année financière s'échelonnant du 1er avril 1987 au 31 mars 1988.

Dans une première partie, la Commission fait état de son fonctionnement général.

La deuxième partie traite plus spécifiquement de ses principales activités à l'intérieur de chacune de ses divisions. Elle fait état du nombre de décisions rendues et explique la nature des cas qui ont été soumis à son attention.

Dans la troisième partie, la Commission fait à nouveau, cette année, un certain nombre d'observations ou de recommandations.

Enfin, à titre d'information, la Commission dans une dernière partie, publie une liste des matières sur lesquelles elle a juridiction. Elle reproduit également ses règles de preuve, de procédure et de pratique et le formulaire de déclaration qui peut être utilisé pour loger une demande, une requête ou un appel devant elle.

Chapitre I
Fonctionnement général

1. Présentation

La Commission des affaires sociales existe depuis le 1er août 1975. Sa composition, sa juridiction, ses pouvoirs et la procédure qui la gouverne sont prévus par une loi spécifique, la Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q. c. C-34).

La Commission est un organisme autonome et indépendant. Sa fonction consiste à entendre, en tant que tribunal administratif de dernière instance, les appels, requêtes ou demandes logés devant elle par des personnes insatisfaites de décisions prises à leur égard par divers organismes gouvernementaux. Elle entend ainsi des appels, requêtes, ou demandes concernant des décisions prises par les bureaux régionaux d'aide sociale, la Régie des rentes du Québec, la Commission administrative du régime de retraite et d'assurances, la Régie de l'assurance-automobile du Québec, la Régie de l'assurance-maladie du Québec (comités de révision), la Commission de la santé et de la sécurité du travail, l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, l'Office des personnes handicapées du Québec et l'Office des services de garde à l'enfance.

La Commission siège en six divisions:

1. la Division de l'aide et des allocations sociales;
2. la Division de la protection du malade mental;
3. la Division des services de santé et des services sociaux;
4. la Division du régime de rentes;
5. la Division de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels;
6. la Division de l'assurance-automobile.

Aux fins de disposer des appels, demandes ou requêtes qui lui sont présentés, la Commission tient des auditions dans les diverses régions administratives du Québec. Il s'agit d'auditions habituellement publiques où les membres et assesseurs entendent la preuve et les représentations des parties au litige pour ensuite rendre une décision qui doit être écrite et motivée.

Depuis sa création le 1er août 1975, la Commission a reçu, en date du 1er avril 1988, 58 995 appels, requêtes ou demandes de personnes insatisfaites de diverses décisions.

2. Composition et organisation

a) Composition

La Commission des affaires sociales est un tribunal administratif spécialisé. À ce titre, elle est composée de membres, qui sont tous avocats, et d'assesseurs qui sont affectés auprès des divisions.

Les membres siègent dans toutes les divisions de la Commission. Initialement composée de sept membres, la Commission des affaires sociales en comprend maintenant vingt-cinq.

Nommés par le gouvernement pour des mandats variant entre deux et cinq ans, les membres sont des juristes spécialisés dans le secteur du droit de la sécurité sociale et exercent leur fonction à plein temps. Ils proviennent de différents milieux, ayant auparavant exercé leur profession dans l'administration publique, dans le secteur privé, dans le réseau de l'aide juridique ou auprès de tribunaux administratifs.

Le gouvernement désigne, parmi les vingt-cinq membres, un président et deux vice-présidents.

Au 31 mars 1988, la Commission était composée des membres suivants:

Président

Juge Gilles Poirier, j.c.q.
— en fonction depuis le 1er août 1975
— auparavant juge au Tribunal du travail

Vice-présidents

Me Céline Turcotte
— en fonction depuis le 1er mai 1976 et vice-présidente depuis le 19 septembre 1979
— auparavant directrice du contentieux au ministère de l'Éducation

Me Daniel Harvey
— en fonction depuis le 1er août 1975 et vice-président depuis le 25 février 1981
— auparavant membre de la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales

Membres

Me Jacques Morency
- en fonction depuis le 1er août 1975
- auparavant président de la Commission de révision créée en vertu de la Loi sur la protection du malade mental

Me Georges Wurtele
- en fonction depuis le 1er décembre 1975
- auparavant membre de l'étude légale Wurtele

Me Claude R. Beauvais
- en fonction depuis le 5 novembre 1984
- auparavant chef du contentieux de sociétés d'assurance-vie et I.A.R.D.

Me Robert Cloutier
- en fonction depuis le 28 septembre 1977
- auparavant membre de l'étude légale Turgeon, Jacob, Bradley & Associés

Me Bernard Cohen
- en fonction depuis le 29 octobre 1984
- auparavant régisseur à la Régie du logement

Me André Des Rochers
- en fonction depuis le 15 août 1978
- auparavant secrétaire général et directeur du contentieux de l'Association des hôpitaux de la province de Québec

Me Jocelyn Carpentier
- en fonction depuis le 9 octobre 1978
- auparavant membre du Centre communautaire juridique de la Rive-Sud

Me Charlotte Roberge
- en fonction depuis le 15 octobre 1984
- auparavant directrice du contentieux au ministère du Loisir, Chasse et Pêche

Me Paul Mercure
- en fonction depuis le 1er avril 1980
- auparavant membre de l'étude légale Vézina, Pouliot, l'Écuyer, Morin & Associés

Me Yves Bergeron
- en fonction depuis le 1er novembre 1980
- auparavant conseiller juridique à la C.A.S.

Me Jacques Tellier
- en fonction depuis le 1er avril 1986
- auparavant président du Comité de la protection de la jeunesse

Me Jean Hérard
- en fonction depuis le 1er novembre 1980
- auparavant directeur général adjoint de SOQUIJ

Me Pierrette Ricard
- en fonction depuis le 1er novembre 1980
- auparavant conseillère juridique à la C.A.S.

Me Christine Truesdell
- en fonction depuis le 1er novembre 1980
- auparavant conseillère juridique à l'Ordre des pharmaciens du Québec

Me Michel Brisson
- en fonction depuis le 1er mars 1983
- auparavant membre de l'étude légale Brisson

Me Camille Brassard
- en fonction depuis le 1er août 1983
- auparavant membre du contentieux des avocats plaideurs au ministère de la Justice

Me Daniel Bégin
- en fonction depuis le 1er juin 1985
- auparavant membre de l'étude légale Pothier et associés

Me Élaine Joly-Ryan
- en fonction depuis le 4 juin 1984
- auparavant directrice adjointe au service juridique de la Commission de la santé et de la sécurité du travail

Me Marguerite Gingras-Lamarre
- en fonction depuis le 30 septembre 1985
- auparavant membre du Bureau de révision de Montréal de la Commission de la santé et de la sécurité du travail

Me Catherine Rudel-Tessier
- en fonction depuis le 30 septembre 1985
- auparavant responsable des relations avec la presse au Conseil Exécutif

Me Ginette-Hélène Labrosse
- en fonction depuis le 1er octobre 1986
- auparavant procureur de la Couronne à la Cour municipale de Montréal

Me Jean-Luc St-Hilaire
- en fonction depuis le 1er avril 1986
- auparavant conseiller juridique à la C.A.S.

Les assesseurs siègent dans les divisions auxquelles ils sont affectés. Ils disposent d'un pouvoir décisionnel identique à celui des membres puisque les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres et assesseurs ayant entendu une affaire.

Nommés par le gouvernement pour des mandats variant de 3 à 5 ans, ils sont des spécialistes de la division concernée et y ont été désignés en raison de leur expérience professionnelle et de leur qualification.

Des six divisions de la Commission, seule la Division du régime de rentes n'a pas d'assesseur.

La division de l'aide et des allocations sociales en a sept qui exercent leur fonction à plein temps, dont quatre sont des travailleurs sociaux professionnels et trois des personnes jouissant d'une expérience du milieu socio-économique.

Au 31 mars 1988, la division de l'aide et des allocations sociales était composée des assesseurs suivants:

Mme Gertrude Langlois
- en fonction depuis le 1er août 1975
- auparavant membre de la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales

M. Gérald Sylvestre, t.s.p.
- en fonction depuis le 1er août 1975
- auparavant membre de la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales

M. Roland Plamondon, t.s.p.
- en fonction depuis le 26 novembre 1975
- auparavant responsable des services sociaux du Nouveau-Québec au ministère des Affaires sociales

M. Fernand Lord, t.s.p.
- en fonction depuis le 25 janvier 1978
- auparavant chef du service des programmes à la Direction des établissements de services communautaires au ministère des Affaires sociales

M. Yvon Belley, t.s.p.
- en fonction depuis le 4 juillet 1983
- auparavant directeur général du Centre de services sociaux Richelieu (C.S.S.R.)

M. Maurice Leclerc
- en fonction depuis le 3 novembre 1986
- auparavant directeur général de la compagnie Dynastie Ltée

M. Guy Pratt
- en fonction depuis le 29 août 1986
- auparavant rattaché au bureau du Protecteur du citoyen à Montréal

La Division de la protection du malade mental comprend six assesseurs qui sont tous médecins psychiatres et qui y exercent leurs fonctions à temps partiel. Ce sont des psychiatres qui pratiquent à plein temps leur profession en milieu hospitalier ou en cabinet privé et qui consacrent environ une journée par semaine à l'audition des demandes devant la Commission.

Dr Jules Lambert, psychiatre
- en fonction depuis le 1er août 1975
- membre du département de psychiatrie au centre hospitalier Robert Giffard

Dr Pierre Martel, psychiatre
- en fonction depuis le 5 janvier 1979
- membre du département de psychiatrie au centre hospitalier H.D. du Sacré-Coeur

Dr Denis Doyon, psychiatre
- en fonction depuis le 13 août 1980
- chef du département de psychiatrie au centre hospitalier Charles Lemoyne

Dr Jacques Labrie, psychiatre
- en fonction depuis le 11 mars 1981
- chef du département de psychiatrie au centre hospitalier de l'Université Laval

Dr Dominique Lévesque, psychiatre
- en fonction depuis le 1er juillet 1984
- membre du département de psychiatrie au centre hospitalier Charles Lemoyne

Dr Jean-Marie Albert, psychiatre
- en fonction depuis le 2 décembre 1987
- chef du département de psychiatrie de l'Hôpital Notre-Dame

Les divisions des services de santé et des services sociaux, de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels et de l'assurance-automobile comprennent seize assesseurs qui sont tous médecins et qui y exercent leur fonction à temps plein ou à temps partiel. Il s'agit de médecins omnipraticiens ou spécialistes qui ont une expérience de pratique générale, de médecine du travail, de médecine sociale et préventive ou d'administration hospitalière.

Au 31 mars 1988, les divisions des services de santé et des services sociaux, de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels et de l'assurance-automobile étaient composées des assesseurs suivants:

Dr Gilbert Blain, m.d.
- en fonction depuis le 1er août 1975
- actuellement directeur des services professionnels à l'Hôtel-Dieu de Montréal

Dr Jules Brodeur, m.d.
- en fonction depuis le 16 novembre 1977
- actuellement directeur du département de médecine du travail et d'hygiène du milieu de la faculté de médecine de l'Université de Montréal

Dr Gilles Thériault, m.d.
- en fonction depuis le 16 novembre 1977
- actuellement professeur agrégé à l'Institut de médecine et de sécurité du travail de l'Université McGill

Dr Georges Desrosiers, m.d.
- en fonction depuis le 18 octobre 1978
- actuellement professeur au département de médecine sociale et préventive de la faculté de médecine de l'Université de Montréal

Dr Robert Garneau, m.d.
- en fonction depuis le 14 février 1979
- actuellement directeur des services professionnels au centre hospitalier St-Sacrement de Québec

Dr Albert Laliberté, m.d.*
- en fonction depuis le 8 octobre 1980
- auparavant membre du service d'otorhinolaryngologie au centre hospitalier Honoré Mercier de St-Hyacinthe

Dr Monique Gratton-Amyot, m.d.*
- en fonction depuis le 9 décembre 1981
- auparavant directrice des services professionnels au centre hospitalier Notre-Dame de Montréal

Dr Jacques Filiatrault, m.d.*
- en fonction depuis le 9 décembre 1981
- auparavant membre du département de chirurgie au centre hospitalier St-Joseph de Rimouski

Dr Claude Therrien, m.d.*
- en fonction depuis le 9 décembre 1981
- auparavant chef du département de médecine à la Fondation Jeanne Ebori, Libreville, Gabon

Dr François Brunet, m.d.*
- en fonction depuis le 5 novembre 1984
- auparavant membre du Bureau de révision de Montréal de la Commission de la santé et de la sécurité du travail

Dr Jacques Cartier-Giroux, m.d.*
- en fonction depuis le 29 octobre 1984
- auparavant chef du service de neurochirurgie, Hôpital Notre-Dame

Dr Jean-Yves Larochelle, m.d.*
- en fonction depuis le 15 octobre 1984
- auparavant exerçant dans une clinique à Ste-Justine de Dorchester

Dr Hugues Lavallée, m.d.
- en fonction depuis le 1er juin 1985
- actuellement professeur au département des sciences de la santé à l'Université du Québec à Trois-Rivières

Dr Jean-Paul Brault, m.d.*
- en fonction depuis le 3 novembre 1986
- auparavant chef du service d'urologie de l'hôpital Notre-Dame

Dr Fernand Plante, m.d.*
- en fonction depuis le 1er octobre 1986
- auparavant exerçant dans une clinique médicale à Victoriaville

Dr Marcel Rochette, m.d.*
- en fonction depuis le 2 décembre 1987
- auparavant directeur adjoint Services médicaux de la C.S.S.T. (Québec)

b) Organisation

L'organisation administrative de la Commission est répartie entre deux bureaux, situés à Sainte-Foy et à Montréal. Aux fins du traitement des dossiers d'appel, chacun de ces bureaux a juridiction sur diverses régions administratives du Québec.

Comme le prévoit l'article 12 de la Loi sur la Commission des affaires sociales, le président est responsable de l'administration de la Commission. Il veille à la composition des rôles d'audition et à l'affectation des membres et assesseurs à l'audition des appels.

Le Secrétariat de la Commission reçoit les demandes, requêtes et appels et en assure le traitement et la préparation pour fins d'audition. Il fournit aux membres et assesseurs le soutien administratif nécessaire au bon accomplissement de leurs fonctions.

La Commission dispose d'un service juridique qui comprend actuellement cinq avocats et deux techniciennes judiciaires.

Au total, le personnel administratif de la Commission comprend environ 70 personnes (une liste du personnel avec les fonctions de chacun apparaît en annexe 4).

Le service des opérations de chacun des Bureaux de Sainte-Foy et de Montréal est dirigé par un directeur qui répond à un vice-président. Il existe également un service de support administratif pour les deux bureaux dirigé par un directeur de service qui répond au président.

Dans son ensemble, le Secrétariat est formé de personnel pour le secrétariat des membres et assesseurs, d'analystes qui ont une formation en technique judiciaire et dont le rôle est de préparer les dossiers en vue des auditions, de personnel auxiliaire pour la gestion financière, l'enregistrement et le contrôle des dossiers, les statistiques, l'équipement et le personnel, et d'un service de secrétariat général.

3. Pouvoirs et règles de preuve, de procédure et de pratique de la Commission des affaires sociales

3.1 Pouvoirs

La Commission a tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa juridiction et elle peut, notamment, rendre toute ordonnance qu'elle estime propre à sauvegarder les droits des parties. Elle a le pouvoir de décider toute question de fait ou de droit.

La Commission, ainsi que chacun de ses membres et assesseurs, sont investis des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi sur les Commissions d'enquêtes (L.R.Q., c. C-37). Ils peuvent notamment assigner des témoins, les contraindre à répondre aux questions posées et à produire des documents qui sont en leur possession.

* Assesseurs à plein temps à la Commission

La Commission peut confirmer la décision qui est portée devant elle ou l'infirmer. Dans ce dernier cas, elle doit alors rendre la décision qui, selon elle, aurait dû être rendue en premier lieu.

Dans le cas d'un appel dont la date d'audition n'est pas fixée, le président ou un vice-président peut d'office, lorsqu'il constate à l'examen de la déclaration d'appel et de la décision dont est appel, que l'instance concernée a omis de statuer sur une question que la loi l'obligeait à trancher, émettre une ordonnance à l'effet de retourner l'affaire devant cette instance pour décision.

La Commission peut, suite à une requête faite par un Conseil régional des services de santé et services sociaux alléguant que l'établissement en cause n'a pas suivi la recommandation qui lui a été faite relativement à la fourniture des services, ordonner à cet établissement de prendre certaines mesures devant s'appliquer dans l'avenir.

Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres et assesseurs ayant entendu une affaire. Toutefois lorsque les opinions se partagent également sur une question, la loi prévoit que celle-ci est tranchée par le président ou le vice-président qu'il désigne.

Les décisions de la Commission sont finales et sans appel, sous réserve de son pouvoir de réviser pour cause ses propres décisions ou ordonnances.

Il convient de signaler qu'en général, un appel ne suspend pas l'exécution de la décision dont il est appel. Un membre ou, dans le cas d'un appel interjeté en vertu de l'article 30 de la Loi sur l'aide sociale, un membre ou un assesseur de la Commission a toutefois le pouvoir d'en ordonner autrement dans les cas d'urgence.

3.2 Règles de preuve, de procédure et de pratique

En vertu des pouvoirs qui leur sont conférés par la Loi, les membres de la Commission ont édicté des règles de preuve, de procédure et de pratique applicables à la conduite des instances (lesquelles sont reproduites en annexe 2).

Ils ont tenu à ce que ces règles soient adaptées aux objectifs de la justice administrative. Elles sont empreintes de souplesse et de simplicité et visent à faciliter l'accès à la Commission et à permettre à l'appelant de faire réviser au mérite la décision contestée.

Un appel, une demande ou une requête faite à la Commission est introduite au moyen d'une déclaration écrite présentée par l'appelant ou son représentant. La déclaration doit contenir un exposé sommaire des motifs invoqués au soutien de l'appel. Elle doit être signée par le déclarant et indiquer, le cas échéant, son intention de comparaître ou d'être représenté à l'audition, et, s'il y a lieu, identifier son représentant.

La déclaration peut être soumise à l'aide d'une formule prévue à cet effet et contenue en annexe aux règles de preuve, de procédure et de pratique de la Commission. La déclaration est réputée dûment introduite lorsqu'elle est déposée au bureau de la Commission à Montréal ou à Sainte-Foy.

Sur réception de la déclaration, le secrétaire de la Commission expédie un accusé de réception au déclarant et à son représentant s'il en a désigné un, et avise sans délai la partie contre laquelle l'appel est formulé.

La déclaration doit être envoyée à la Commission dans le délai prescrit. Ce délai est en général de quatre-vingt-dix jours, mais peut être étendu par la Commission, si l'appelant démontre qu'il a été, en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

À cet égard, l'appelant présente une requête dans laquelle il allègue les motifs qui l'ont empêché d'agir dans les délais prescrits. La Commission peut aussi accepter une demande verbale d'extension du délai, au moment de l'audition au mérite d'un appel, d'une demande ou d'une requête.

Après avoir obtenu tous les documents pertinents à la demande, la Commission procède à l'audition.

Les parties et leurs représentants sont au préalable avisés de la date, de l'heure et du lieu de l'audition. Elles reçoivent en outre, dans la majorité des divisions, le contenu du dossier sur la base duquel a été rendue la décision contestée. Les audiences se tiennent au bureau de la Commission, à Sainte-Foy ou à Montréal, ou à tout autre endroit plus rapproché du lieu de résidence du déclarant ou de son représentant, que fixe le secrétaire. Il arrive également que l'audition ait lieu au domicile de l'appelant, lorsque celui-ci est incapable de se déplacer.

La Commission peut, pour cause, accorder une remise ou l'ajournement de l'audition. Elle peut aussi, de sa propre initiative, reporter l'audition ou l'ajourner aux conditions qu'elle juge à propos.

Par ailleurs, si à l'ouverture de l'audition, le déclarant ou son représentant a fait défaut de comparaître, la Commission peut disposer de l'appel de la façon qu'elle juge la plus appropriée. Elle doit alors rendre une décision écrite et motivée.

Les audiences sont en général publiques. La Commission peut toutefois, dans l'intérêt de la justice, ordonner le huis clos.

Le débat qui a lieu lors de l'audition porte évidemment sur la validité de la décision contestée, eu égard aux prescriptions de la loi. La Commission peut

procéder « de novo », c'est-à-dire recommencer l'enquête qui a conduit à la décision de l'administration, et le cas échéant, rendre la décision qui aurait dû être rendue en premier lieu.

La Commission est expressément tenue d'entendre les parties avant de rendre sa décision. Celles-ci ont le droit d'être assistées d'un avocat, de faire entendre des témoins, de fournir des renseignements et de produire tout document pertinent. À la Division de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels, chacune des parties a le droit d'être assistée d'une personne de son choix.

Les membres et assesseurs de la Commission qui entendent l'appel, de même que chacune des parties ou leurs représentants, ont pleine latitude pour interroger et contre-interroger les témoins. Les membres et assesseurs jouent en pratique un rôle actif dans le déroulement de l'audition. Cette attitude vise en fait à cerner le cadre du litige, à pallier, lorsque nécessaire, à l'insuffisance des moyens des parties et à déjudiciariser le débat, évitant une confrontation entre l'administration et les administrés.

Les règles de preuve applicables devant la Commission sont différentes de celles prévalant en matière civile. La Commission peut en fait admettre tout mode de preuve susceptible de servir les fins de la justice de façon efficace.

Il convient de préciser que les dépositions des témoins ne sont pas enregistrées, à moins que la Commission l'ordonne, à la demande d'une partie ou de sa propre initiative.

De plus, les membres ou assesseurs qui ont pris un appel en délibéré peuvent, sur demande ou de leur propre initiative, ordonner la réouverture de l'audition, pour les fins et aux conditions qu'ils déterminent.

Après avoir tenu l'audition et recueilli tous les renseignements pertinents, les membres et assesseurs qui ont entendu la cause rendent une décision écrite et motivée. Le secrétaire transmet par la suite, copie certifiée de cette décision au déclarant ainsi qu'à son représentant, s'il en a désigné un, et à tout intervenant ou toute personne susceptible d'avoir à agir pour exécuter la décision.

Tout dossier concernant un appel, une demande ou une requête revêt un caractère confidentiel et ne peut être consulté que pour cause et avec l'autorisation de la Commission.

4. Publication des décisions

Pour se conformer à la loi qui la régit, la Commission publie périodiquement une partie de ses décisions dans des recueils intitulés *Décisions de la Commission des affaires sociales*. Ces recueils contiennent les décisions les plus représentatives rendues à l'intérieur des matières qui ont été soumises à l'attention de la Commission. Ils sont préparés par la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ). Les recueils sont disponibles chez l'Éditeur officiel du Québec ou sur abonnement à SOQUIJ.

À cet égard, la Commission tient à souligner l'excellente collaboration de la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ).

5. Budget

Les dépenses encourues pour le fonctionnement de la Commission au cours des trois derniers exercices financiers se répartissent comme suit:

	1987-1988	1986-1987	1985-1986
Traitements	4 293 933	3 993 935	3 629 320
Autres rémunérations	683 220	564 400	461 106
Communications	350 532	312 108	301 700
Services	281 137	307 199	311 929
Entretien	45 196	43 052	20 075
Loyers	981 558	783 596	736 301
Fournitures	90 645	72 469	58 550
Équipement	66 030	216 635	118 186
Autres dépenses	2 972	44	8 750
	6 795 223	**6 293 438**	**5 645 917**

Chapitre II
Activités

1. Pour l'ensemble de la Commission

Depuis sa création, le 1er août 1975, la Commission a connu une croissance continuelle. À cette date, elle héritait des 164 dossiers au solde de l'ancienne Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales, et par la suite de 354 dossiers de la Commission d'appel des pensions d'Ottawa. En cette première année (8 mois — de août 1975 au 1er avril 1976) la Commission traitait 1 235 demandes, incluant l'héritage mentionné. L'année suivante, 1976-1977, le nombre de dossiers ouverts était de 1 490. Ce chiffre était porté à 1 866 en 1977-1978, à 2 141 en 1978-1979, à 2 996 en 1979-1980, à 5 114 en 1980-1981, à 3 971 en 1981-1982, à 4 608 en 1982-1983, à 5 312 en 1983-1984, à 7 037 en 1984-1985, à 7 355 en 1985-1986 et à 8 262 en 1986-1987. Au cours du présent exercice (1987-1988), le nombre de déclarations reçues fut de 7 444.

Les tableaux qui suivent illustrent cette progression depuis les débuts de la Commission.

Tableau I

Sommaire des déclarations reçues
Période du 1er août 1975 au 31 mars 1988

Déclarations :	AS	PM	SS	RR	AT	AA	Totaux
Solde au 31-07-75	164	—	—	—	—	—	164
1975-1976 (8 mois)	681	51	17	486[1]	—	—	1 235
1976-1977	1 013	88	45	344	—	—	1 490
1977-1978	1 207	157	33	382	87	—	1 866
1978-1979	1 058	115	32	620	306	10	2 141
1979-1980	874	108	35	793	1 028	158	2 996
1980-1981	1 498	118	39	796	2 357	306	5 114
1981-1982	1 336	117	43	557	1 441	447	3 971
1982-1983	1 650	146	36	496	1 805	475	4 608
1983-1984	1 814	166	41	423	2 428	440	5 312
1984-1985	1 725	237	31	648	3 341	1 055	7 037
1985-1986	1 659	222	52	853	3 564	1 005	7 355
1986-1987	2 078	245	45	902	3 260	1 732	8 262
1987-1988	2 276	260	21	901	1 909	2077	7 444
	19 033	**2 030**	**470**	**8 201**	**21 526**	**7 735**	**58 995**

1 Comprend la réception de 354 dossiers de la Commission d'appel des pensions (Ottawa)

Divisions :
AS : Division de l'aide et des allocations sociales
PM : Division de la protection du malade mental
SS : Division des services de santé et des services sociaux
RR : Division du régime de rentes
AT : Division de l'indemnisation des sauveteurs des victimes d'actes criminels
AA : Division de l'assurance automobile

Tableau II

Sommaire des décisions rendues
Période du 1er août 1975 au 31 mars 1988

Décisions rendues	AS	PM	SS	RR	AT	AA	Totaux
1975-1976 (8 mois)	414	21	7	25	—	—	467
1976-1977	872	41	19	199	—	—	1 131
1977-1978	943	97	28	290	5	—	1 363
1978-1979	975	70	15	358	80	—	1 498
1979-1980	707	37	17	432	136	13	1 342
1980-1981	669	83	19	482	191	85	1 529
1981-1982	867	58	26	492	405	245	2 093
1982-1983	1 058	75	19	327	783	349	2 611
1983-1984	1 183	65	20	280	1 033	290	2 871
1984-1985	1 283	96	14	236	1 238	310	3 177
1985-1986	1 445	121	16	340	1 607	585	4 114
1986-1987	1 301	105	26	579	1 835	504	4 350
1987-1988	1 453	115	20	648	2 057	718	5 011
	13 170	**984**	**246**	**4 688**	**9 370**	**3 099**	**31 557**

Divisions :
AS : Division de l'aide et des allocations sociales
PM : Division de la protection du malade mental
SS : Division des services de santé et des services sociaux
RR : Division du régime des rentes
AT : Division de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels
AA : Division de l'assurance automobile

À l'analyse des 5 011 décisions rendues pour l'ensemble des divisions pendant la période du 1er avril 1987 au 31 mars 1988, on constate que 4 929 de ces décisions furent rendues sur le fond du litige, les autres étant celles jugeant l'appel irrecevable pour divers motifs. Sur ces 4 929 décisions, 1 636 furent rendues en faveur de l'appelant et dans les 3 293 autres cas, la décision de l'administration fut maintenue.

Le détail pour chacune des divisions de la Commission est illustré ci-après.

Tableau III

Statistiques 1987-1988
Décisions accueillies et rejetées
Sommaire

Divisions	Accueillies	Rejetées	Total
Aide et allocations sociales	553	879	1 432
Protection du malade mental	36	79	115
Services de santé et services sociaux	8	12	20
Régime de rentes	58	569	627
Indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels	784	1 243	2 027
Assurance automobile	197	511	708
	1 636	**3 293**	**4 929**

2. Division de l'aide et des allocations sociales

La Commission exerce une juridiction dans cette division depuis le 1er août 1975. Les appels y sont entendus par un membre et un assesseur. Sept assesseurs sont attachés à cette division et y exercent leur fonction à plein temps. Parmi ceux-ci, quatre sont des travailleurs sociaux professionnels et trois sont des personnes issues du milieu socio-économique.

La division de l'aide et des allocations sociales entend:

1) les appels logés en vertu de la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., c. A-16) ;
2) les appels logés en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la convention de la Baie James et du Nord Québécois (L.R.Q., c. S-3.2) ;
3) les appels logés en vertu de la Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., c. A-17) ;
4) les appels concernant l'exonération d'un paiement de contribution et le paiement d'une allocation de dépenses logés selon l'article 162 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;
5) les appels concernant l'admissibilité à un plan de services ou l'octroi d'une aide matérielle logés en

vertu des articles 48 et 59 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., c. E-20.1) ;

6) les appels concernant l'exonération d'un paiement de contribution pour des services de garde logés selon l'article 45 de la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., c. S-4.1).

Du 1er août 1975 au 31 mars 1988, la Commission a reçu 19 033 appels dans cette division et rendu 13 170 décisions. Au cours du présent exercice financier (1987-1988), elle a reçu 2 276 déclarations et rendu 1 453 décisions, dont, parmi elles, 553 ont accueilli l'appel alors que 879 l'ont rejeté.

Tableau IV

Statistiques 1987-1988
Division de l'aide et des allocations sociales

A : Déclarations d'appel et décisions rendues

	Déclarations d'appel	Décisions rendues
Solde en cours au 1er avril 1987	1 687	
Reçues du 1er avril 1987 au 31 mars 1988	2 276	1 453
Moins :		
Dossiers annulés	(556)	
	3 407	1 453
Dossiers en cours au 31 mars 1988	1 954[1]	

B : Répartitions des déclarations d'appel et des décisions rendues

	Déclarations d'appel	Décisions rendues
Aide sociale	2 180	1 379
Hébergement (adultes) (HA)	22	14
Hébergement (enfants) (HE)	3	0
Allocations familiales (AF)	47	44
Personnes handicapées (PH)	24	16
	2 276	**1 453**

1 Les dossiers en cours comprennent des dossiers en délibéré, des dossiers déjà cédulés pour l'audition mais où il y a eu remise à la demande des parties, des dossiers prêts pour audition au 31 mars 1988 dont l'audition devait se tenir dans les semaines suivantes et des dossiers en attente d'être cédulés au rôle pour audition.

Les activités dans cette division sont importantes. Cependant, sauf exception, la Commission dispose annuellement du nombre d'appels qu'elle reçoit. Elle siège à cette fin dans les diverses régions de la province tentant de s'approcher le plus près possible du lieu de résidence de l'appelant.

La majorité des déclarations reçues au cours du présent exercice concerne encore l'aide sociale (2 180), un certain nombre l'admissibilité à un plan de services ou l'octroi d'une aide matérielle pour des personnes handicapées (24), les allocations familiales (47) et les exonérations de paiement (25). Aucun appel ne fut cependant logé en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la convention de la Baie James et du Nord Québécois (L.R.Q., c. S-3.2) ni en vertu de la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., c. S-4.1).

En plus des 1 453 décisions rendues au cours du présent exercice, la Commission a aussi disposé de 266 requêtes présentées en vue de suspendre l'exécution de la décision contestée pour motif d'urgence.

Le deuxième alinéa de l'article 22 de la Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., c. C-34) énonce en effet qu'un appel ne suspend pas l'exécution de la décision dont est appel à moins qu'un membre ou, dans le cas d'un appel interjeté en vertu de l'article 30 de la Loi sur l'aide sociale, un membre ou un assesseur de la Commission n'en ordonne autrement dans les cas d'urgence.

Une telle ordonnance s'obtient sur requête, laquelle accompagne habituellement la déclaration d'appel. Cette requête est entendue dans les jours qui suivent sa présentation. Elle est surtout utilisée en Division de l'aide et des allocations sociales.

Sur 266 requêtes entendues, 152 ont été accueillies et 114 rejetées.

Requêtes entendues selon l'article 22
Division : Aide et allocations sociales
Période : 1er avril 1987 au 31 mars 1988 (12 mois)

Séries	Accueillies	Rejetées	Totaux
10 000 et plus	93	72	165
50 000 et plus	59	42	101
	152	**114**	**266**

2.1 Aide sociale

L'aide sociale constitue une mesure de sécurité du revenu parmi les plus importantes pour les citoyens québécois. Fondée sur une évaluation des besoins et des revenus des familles ou personnes seules qui en font la demande, elle donne lieu à de multiples décisions qui sont susceptibles d'amener certaines contestations.

La Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., c. A-16) prévoit que la décision initiale d'octroyer l'aide sociale est prise par le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Cette décision peut, à la demande d'une personne se croyant lésée, être revisée par le ministre. Si elle demeure insatisfaite par cette révision, une personne peut en appeler devant la Commission qui procède alors à une nouvelle étude de toute l'affaire et entend, à cette fin, la personne lésée et les représentants de l'administration de l'aide sociale.

Agissant au nom du ministre, des fonctionnaires de bureaux locaux et régionaux prennent les décisions respectives de première et seconde instance.

La personne lésée conteste devant la Commission le refus, la suspension ou l'annulation de l'aide sociale. Elle peut également se plaindre du montant, de la forme ou de la manière dont l'aide est fournie.

2.2 Allocations familiales

Depuis maintenant huit ans, la Commission reçoit chaque année un certain nombre d'appels concernant l'octroi des allocations familiales. Elle exerce une juridiction dans ce domaine depuis le 1er août 1975 mais l'allocation familiale étant universelle il n'y avait à peu près pas, avant les huit dernières années, de contestation.

À compter du 1er janvier 1980, la Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., c. A-17) a cependant été modifiée pour permettre l'octroi d'un supplément mensuel de 60 $ dans le cas d'un enfant handicapé. Cette mesure, qui est sélective, donne lieu à un certain nombre de litiges qui mettent en cause le statut d'handicapé de certains enfants qui doivent, à cette fin, répondre à des conditions prévues au Règlement sur les allocations familiales (R.R.Q. 1981, c. A-17, r.1)

Au cours de l'exercice financier 1987-1988, la Commission a reçu 47 déclarations de personnes insatisfaites de décisions concernant l'octroi des allocations familiales. Ces décisions furent prises en première instance et en révision par la Régie des rentes du Québec qui est chargée d'administrer le régime.

2.3 Autres juridictions

Les autres matières au sujet desquelles la division de l'aide et des allocations sociales a rendu des décisions au cours du présent exercice concernent principalement les exonérations de paiement de contribution pour les adultes et enfants hébergés et l'admissibilité à un plan de services et à l'aide matérielle pour les personnes handicapées.

La Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) permet d'exiger pour des adultes hébergés dans un centre d'accueil ou un centre hospitalier de soins prolongés et pour des enfants hébergés dans une famille d'accueil ou un centre d'accueil une contribution aux frais de leur hébergement. Fixée selon les modalités prévues au Règlement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, cette contribution est ordinairement exigée des parents dans le cas d'enfants ou de l'adulte et de son conjoint dans le cas d'hébergement d'adultes.

La personne de qui est exigé le paiement de la contribution peut demander d'en être exonérée en partie. Insatisfaite de la décision prise sur cette demande, elle peut en appeler devant la Commission ; vingt-cinq (25) personnes ont agi de la sorte au cours du présent exercice financier.

La Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., c. E-20.1), est en vigueur depuis le 8 novembre 1978.

Elle prévoit que toute personne handicapée qui réside au Québec peut demander à l'Office des personnes handicapées de voir à la préparation d'un plan de services afin de faciliter son intégration scolaire, professionnelle et sociale. Elle stipule en outre qu'une aide matérielle peut lui être accordée pour permettre la mise en oeuvre de ce plan de services.

Toute personne qui se croit lésée à la suite d'une décision de l'Office sur son admissibilité à un plan de services ou sur l'octroi de l'aide matérielle peut loger un appel devant la Commission. Au cours du présent exercice, la Commission a reçu vingt-quatre (24) appels de personnes s'estimant ainsi lésées par une décision de l'Office.

3. Division de la protection du malade mental

La Commission exerce une juridiction dans cette division depuis le 1er août 1975. Les demandes y sont entendues par un membre et deux assesseurs médecins psychiatres. Six assesseurs médecins psychiatres sont affectés à cette division où ils y exercent leur fonction à temps partiel.

Cette division entend :

— les demandes logées en vertu de l'article 30 de la Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., c. P-41).

Il s'agit de demandes de personnes non satisfaites de décisions prises à leur sujet ou au sujet d'un de leurs parents ou alliés en vertu de la Loi sur la protection du malade mental. Le tuteur ou curateur de la personne qui en a la garde peuvent aussi faire cette demande.

La presque totalité des demandes reçues concernent des décisions de mise en cure fermée de personnes dans des centres hospitaliers. La loi n'autorise une telle privation de la liberté d'une personne que si son état mental est susceptible de mettre en danger sa santé ou sa sécurité ou la santé ou la sécurité d'autrui. Elle assortit la mise en cure fermée de diverses formalités qui aboutissent généralement à une ordonnance rendue par un juge obligeant la personne concernée à se soumettre à la cure fermée. Elle prévoit un processus de renouvellement de la décision sur la nécessité de maintenir la cure par le centre hospitalier aux vingt et un jours, aux trois mois et aux six mois après l'admission.

L'établissement où une personne est admise en cure fermée depuis plus de trente jours doit transmettre un avis à la Commission qui peut alors faire enquête et rendre une décision comme si une demande de révision avait été formulée. Le même processus prévaut lorsque la cure fermée se poursuit pendant six mois (a. 31).

Depuis le 1er août 1975, la Commission a reçu 2 030 déclarations en Division de protection du malade mental et rendu 984 décisions. Au cours du présent exercice, 260 déclarations furent reçues et 115 décisions furent rendues, les autres dossiers étant annulés par voie de désistement ou règlement. Sur les 115 décisions rendues, 36 ont accueilli la demande et 79 l'ont rejetée.

Il est à noter que beaucoup de demandes se règlent parce que le centre hospitalier décide de lever la cure fermée entre la date où la demande est adressée à la Commission et celle où elle procède à l'audition. Quoique le délai entre ces deux dates soit court, la demande devant la Commission semble avoir un effet préventif bien que, parfois, le changement de décision s'explique par une évolution favorable de la santé mentale de la personne en cause qui ne justifie plus le maintien de la cure fermée.

Aux fins de l'étude de la demande, la Commission se rend au centre hospitalier où la personne est gardée en cure fermée. Elle y tient une audition où elle rencontre cette personne et son médecin traitant. La décision consistant à maintenir ou lever la cure fermée est ordinairement prise le jour même et communiquée aux parties sous forme abrégée. Une décision plus motivée leur parvient par la suite.

Tableau V

Statistiques 1987-1988
Division de la protection du malade mental

A : Déclarations d'appels et décisions rendues		
	Déclarations d'appel	**Décisions rendues**
Solde en cours au 1er avril 1987	25	
Reçues du 1er avril 1987 au 31 mars 1988	260	115
Moins :		
Dossiers annulés	(144)	
	141	**115**
Dossiers en cours au 31 mars 1988	26	
Nombre de décisions rendues en vertu de la Loi de la protection du malade mental		
— Article 30 :	115	
Article 31 :	—	
B : Répartition des ordonnances reçues		
Ordonnances pour cure fermée :	2 230	
Ordonnances pour cure psychiatrique :	702	
		2 932
Nombre de centres hospitaliers concernés :		**82**

4. Division des services de santé et des services sociaux

La Division des services de santé et des services sociaux est la plus diversifiée de la Commission. Elle entend pas moins de seize catégories d'appels ou de requêtes, siégeant à un membre, à deux membres, ou à deux membres et un assesseur médecin. Les assesseurs affectés à cette division sont donc tous médecins, certains ayant une expérience ou continuant d'oeuvrer dans le milieu hospitalier.

Cette division entend :

1) Les requêtes de bénéficiaires pour obtenir l'accès ou communication de leur dossier médical ou social, logées selon l'article 7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;

2) les requêtes en contestation ou annulation d'élection au sein du conseil d'administration des établissements ou du conseil régional, logées selon les articles 24, 48, 59 et 87 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;

3) les requêtes de personnes handicapées pour obtenir l'accès ou communication de leur dossier à l'Office des personnes handicapées, logées selon l'article 20 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., c. E-20.1);

4) les requêtes du titulaire de l'autorité parentale pour accès ou communication de la fiche d'inscription et d'assiduité de son enfant en garderie, logées selon l'article 44 de la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., c. S-4.1) ;

5) les requêtes d'un conseil régional après une recommandation faite à un établissement suite à une plainte d'un bénéficiaire concernent les services de santé et les services sociaux reçus, logées selon l article 19 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;

6) les appels d'une personne dont le permis d'opération d'un établissement est suspendu, annulé ou non renouvelé, logés selon l'article 148 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;

7) les appels d'une personne qui maintient sans permis une installation où sont exercées des activités pour lesquelles un permis est exigé et dont le ministre des Affaires sociales procède à l'évacuation et à la relocalisation des personnes qui y sont hébergées, logées selon l'article 182.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;

8) les appels de personnes dont la demande de permis pour exploiter un laboratoire, une banque d'organes et de tissus, une colonie de vacances,

un service d'ambulance, pour faire de l'embaumement, de la crémation, de la thanatopraxie ou de la direction des funérailles est refusée ou dont le permis est suspendu ou annulé par le ministre des Affaires sociales, logés selon l'article 41 de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., c. P-35) ;

9) Les appels de personnes handicapées dont la demande d'identification est refusée par l'Office des personnes handicapées, logés selon l'article 30 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., c. E-20.1) ;

10) les appels d'un centre de travail adapté dont la demande ou le renouvellement d'un certificat est refusé ou dont le certificat est suspendu ou annulé, logés selon l'article 44 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., c. E-20.1) ;

11) les appels d'un requérant dont la demande de permis est refusée ou du titulaire dont le permis est annulé, suspendu, ou n'est pas renouvelé, ou à qui est refusé la cession ou le transport d'un permis par l'Office des services de garde à l'enfance, logés selon l'article 42 de la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., c. S-4.1) ;

12) les appels de médecins ou dentistes non satisfaits d'une décision du conseil d'administration d'un centre hospitalier en regard de sa candidature ou de non-renouvellement de sa nomination, de son statut, de ses privilèges, de sa réinstallation ou de son congédiement, logés en vertu de l'article 132 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;

13) les appels d'un professionnel de la santé se croyant lésé à la suite d'une décision prise par la Régie de l'assurance-maladie en rapport avec une recommandation d'un comité de révision sur le paiement d'actes dont la fréquence est mise en cause, logés selon l'article 50 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., c. A-29) ;

14) les requêtes en vue de démettre de ses fonctions auprès d'un établissement le médecin qui y est responsable de services de santé, logées selon l'article 120 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., c. S-2.1) ;

15) les appels d'un médecin dont un centre hospitalier n'a pas accepté la demande d'exercer sa profession comme responsable des services de santé de l'établissement ou n'a pas renouvelé l'acceptation, logés selon l'article 120 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., c. S-2.1) ;

16) les appels d'une victime de dommage corporel suite à une immunisation qui se croit lésée par une décision du ministre de la santé et des services sociaux, logés selon l'article 16.7 de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., c. P-35).

Tableau VI

Statistiques 1987-1988
Division des services de santé et services sociaux

A : Déclarations d'appel et décisions rendues

	Déclarations d'appel	Décisions rendues
Solde en cours au 1er avril 1987	49	
Reçues du 1er avril 1987 au 31 mars 1988	21	20
Moins :		
Dossiers annulés	(19)	
	51	**20**
Dossier en cours au 31 mars 1988	**31**	

Malgré le nombre impressionnant de possibilités d'appels ou de requêtes de toute sorte, cette division reçoit tout de même un petit nombre de déclarations par année. Depuis le 1er août 1975, 470 déclarations y ont été reçues et 246 décisions y furent rendues. Au cours du présent exercice, 21 déclarations furent reçues et 20 décisions furent rendues, 19 dossiers étant annulés par voie de règlement ou désistement. Sur les 20 décisions rendues, 8 ont accueilli l'appel ou la requête alors que 12 l'ont rejeté.

4.1 Appels de médecins

La Division des services de santé et des services sociaux entend en fait deux types d'appels provenant de médecins.

Elle entend premièrement les appels de médecins ou dentistes qui désirent exercer leur profession dans un centre hospitalier et qui voient leur candidature refusée par le conseil d'administration de l'établissement. L'appel peut également être logé par des médecins ou dentistes exerçant déjà dans le centre hospitalier mais qui voient leur nomination, statut ou privilège non renouvelés ou qui se voient suspendus ou congédiés.

La Loi sur les services de santé et les services sociaux prévoit que les décisions des conseil d'administration doivent s'appuyer sur des motifs précis et les appels dans ce domaine donnent lieu à des auditions qui durent parfois plusieurs jours. L'appelant et le conseil d'administration de l'établissement concerné y sont alors entendus avec leurs témoins.

La deuxième catégorie d'appels concerne non pas uniquement des médecins mais aussi d'autres professionnels de la santé. Il s'agit d'appels logés à la suite de décisions de la Régie de l'assurance-maladie concernant le paiement d'actes fournis par ces professionnels. Lorsqu'elle est d'avis que les services assurés par ces professionnels, dont on lui réclame paiement, n'étaient pas requis au point de vue médical, optométrique, dentaire ou pharmaceutique et ont par conséquent été fournis plus fréquemment que nécessaire ou dispensés de façon abusive, la Régie soumet l'affaire à un comité de révision qui lui formule une recommandation. Elle prend ensuite une décision que le professionnel peut contester devant la Commission par voie d'appel.

Là encore, il s'agit d'auditions qui durent parfois plusieurs jours où le professionnel concerné et la Régie de l'assurance-maladie sont entendus, avec leurs témoins.

4.2 Contestations d'élection

La Loi sur les services de santé et les services sociaux prévoit la composition des conseils d'administration des divers établissements (centre hospitalier, centre d'accueil, centre local de services communautaires, centres de services sociaux) et des conseils régionaux (C.R.S.S.S.). Les usagers et les divers intervenants y sont représentés selon des modes d'élection ou de nomination.

Les contestations de ces élections ou nominations se font par requête devant la Commission. Elles mettent en cause des irrégularités ayant pu se produire dans la procédure d'élection ou au niveau de l'éligibilité de certains candidats.

À tous les ans, depuis 1975, la Commission se voit ainsi saisie d'un certain nombre de requêtes en contestation ou annulation d'élections tenues pour les différents collèges électoraux dans divers établissements.

4.3 Demandes d'accès aux dossiers médicaux

La Commission entend trois types de requêtes pour obtenir accès ou communication de certains dossiers.

Elle peut ainsi se voir saisie d'une requête d'un bénéficiaire de services de santé et de services sociaux à qui un établissement refuse l'accès à son dossier médical ou social ou a refusé de lui en donner communication. La Commission doit alors faire droit à la requête à moins qu'elle ne soit d'avis qu'il serait gravement préjudiciable à la santé du bénéficiaire de prendre connaissance de son dossier.

Jusqu'à maintenant, la Commission n'a été saisie que de requêtes de cette nature.

Il est à prévoir que, dans un proche avenir, la Commission sera également saisie de requêtes de personnes handicapées pour accès ou communications de leur dossier auprès de l'Office des personnes handicapées et possiblement de requêtes de parents pour accès ou communication de la fiche d'inscription et d'assiduité de leur enfant en garderie.

4.4 Évacuation et relocalisation de personnes hébergées

Depuis le 19 décembre 1980, le ministre des Affaires sociales peut procéder à l'évacuation et à la relocalisation de personnes hébergées dans les endroits qui fonctionnent sans permis. Il doit avant d'agir signifier sa décision motivée à la personne qui maintient cette installation qui dispose alors d'un droit d'appel devant la Commission dans les dix jours de la réception de la décision du ministre. Ces appels, qui ont pour effet de suspendre l'exécution de la décision du ministre, sont entendus et jugés d'urgence.

5. Division du régime de rentes

La Division du régime de rentes est la seule où les appels sont entendus uniquement par des membres. Le quorum désigné pour entendre l'appel y est ordinairement formé de trois membres qui sont tous avocats. Il peut cependant parfois être réduit à deux membres sur ordre du président lorsqu'il le juge à propos.

Cette division entend :

1) les appels de personnes non satisfaites de décisions prises par la Régie des rentes du Québec quant à l'admissibilité ou au montant d'une rente, logés selon l'article 188 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9) ;

2) les appels de fonctionnaires, enseignants ou bénéficiaires non satisfaits de décisions prises par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, logés selon le paragraphe 2[e] de l'article 181 de la Loi sur le régime de retraite

des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10).

3) les appels d'employés ou de bénéficiaires non satisfaits de décisions prises par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, logés selon l'article 143 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales (L.Q. 1987, c. 107).

La Commission a reçu, pendant la période du 1er août 1975 au 31 mars 1988, 8 201 déclarations de personnes voulant loger un appel devant elle en Division du régime de rentes et rendu 4 688 décisions. Au cours du présent exercice, elle a reçu 901 déclarations et rendu 648 décisions, 260 dossiers étant annulés par voie de règlement ou désistement. Sur les 627 décisions rendues sur le fond du litige, 58 appels furent accueillis et 569 rejetés.

Comme l'indique le tableau qui suit, la majorité des appels concernent l'application de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9), le solde ayant trait aux régimes de retraite des fonctionnaires et enseignants.

Tableau VII

Statistiques 1987-1988
Divisions du régime de rentes

A : Déclarations d'appel et décisions rendues		
	Déclarations d'appel	**Décisions rendues**
Solde en cours au 1er avril 1987	1 112	
Reçues du 1er avril au 31 mars 1988	901	648
Moins :		
Dossiers annulés	(260)	
	1 753	**648**
Dossiers en cours au 31 mars 1988	1 105[1]	
B : Répartition de déclarations d'appel reçues		
Régime de rentes	818	582
Régime de retraite (enseignants)	47	30
Régime de retraite (fonctionnaires)	36	36
	901	**648**

1 Les dossiers en cours comprennent des dossiers en délibéré, des dossiers déjà cédulés pour l'audition où il y a eu remise à la demande des parties, des dossiers prêts pour audition au 31 mars 1988 dont l'audition devait se tenir dans les semaines suivantes et des dossiers en attente d'être cédulés au rôle pour audition.

5.1 Régime de rentes

La Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-19) et en vigueur depuis le 1er janvier 1966. Elle prévoit l'octroi de six sortes de rentes : la rente de retraite, la rente de conjoint survivant, la rente d'orphelin, la prestation de décès, la rente d'invalidité et la rente d'enfant de cotisant invalide.

Une personne qui désire obtenir l'une de ces rentes doit en faire la demande à la Régie des rentes du Québec qui est chargée d'administrer le régime. Non satisfaite de la décision initiale prise par la Régie, elle peut en demander le réexamen. Si elle demeure insatisfaite du réexamen, elle peut loger un appel devant la Commission.

Depuis l'année 1975, la Commission recevait ainsi annuellement environ 500 appels de personnes insatisfaites de décisions prises par la Régie des rentes du Québec. Depuis deux ans, ce nombre est cependant haussé à environ 750 appels. La majorité des appels reçus concernent l'admissibilité à la rente d'invalidité. Cette rente est versée à une personne invalide d'une façon grave et prolongée et les litiges mettent en cause une preuve à la fois médicale et factuelle.

Les auditions sont entendues aux bureaux de la Commission de Sainte-Foy et de Montréal et dans différents endroits de la province. L'appelant et la Régie des rentes y comparaissent, faisant valoir leurs positions respectives quant à la solution du litige.

5.2 Régimes de retraite

La Commission entend des appels concernant l'application de quatre régimes de retraite, soit celui prévu pour certains fonctionnaires ou employés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12), celui prévu pour les enseignants en vertu de la Loi sur le régime de retraite des

enseignants (L.R.Q., c. R-11) et celui prévu pour certains enseignants ex-religieux en vertu de la Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants (1978, c. 16) et celui prévu pour les agents de la paix en institutions pénales en vertu de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales (L.Q. 1987, c. 107). Elle n'a cependant pas juridiction sur le régime prévu en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (R.R.E.G.O.P.), (L.R.Q., c. R-10), bien que la disposition autorisant un appel devant elle se retrouve dans cette loi.

Les décisions initiales et de réexamen quant à l'admissibilité aux bénéfices prévus par les quatre régimes concernés sont prises par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (C.A.R.R.A.). Toujours insatisfaite d'une décision rendue en réexamen par la C.A.R.R.A., une personne peut loger un appel devant la Commission.

Ces appels mettent principalement en cause des questions d'admissibilité au régime au plan des années de service pouvant être retenues aux fins de pension. L'appelant et la C.A.R.R.A. sont entendus lors des auditions qui se tiennent aux bureaux de la Commission de Sainte-Foy et Montréal ainsi qu'en différentes villes de la province.

6. Division de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels

Ajoutée à la juridiction de la Commission depuis le 1er septembre 1977, la Division de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels a connu, depuis neuf ans, une croissance de ses activités qui la rendait la division la plus importante de la Commission au plan du volume des déclarations reçues annuellement.

Les appels y sont ordinairement entendus par deux membres et un assesseur médecin. Le quorum peut parfois être réduit à un membre et un assesseur sur ordre du président lorsqu'il le juge à propos.

Cette division entend :

1) les appels d'une personne insatisfaite d'une décision rendue par un bureau de révision de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, logés selon l'article 65 de la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., c. A-3).

2) les appels d'une personne insatisfaite d'une décision rendue par un bureau de révision de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, concernant le droit à une indemnité forfaitaire ou complémentaire, logés selon l'article 12 de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières (L.R.Q., c. I-7) ;

3) les appels d'une personne insatisfaite d'une décision rendue par un bureau de révision de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant les bénéfices prévus par la Loi visant à favoriser le civisme (L.R.Q., c. C-20) ;

4) les appels d'une personne insatisfaite d'une décision d'un bureau de révision de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant les bénéfices prévus par la Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre (L.R.Q., c. P-38.1) ;

5) les appels d'une personne insatisfaite d'une décision d'un bureau de révision de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant les bénéfices prévus par la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (L.R.Q., c. I-6).

Du 1er septembre 1977 au 31 mars 1988, la Commission a reçu 21 526 déclarations et rendu 9 370 décisions dans la Division de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels. Au cours du présent exercice 1 909 déclarations lui furent transmises et 2 057 décisions furent rendues, 675 dossiers étant annulés par voie de désistement ou règlement. Sur les 2 029 décisions rendues sur le fond du litige, 784 ont accueilli l'appel et 1 243 l'ont rejeté.

Avec l'adoption de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (Loi 42), en vigueur depuis le 19 août 1985, les appels relevant de cette nouvelle loi sont désormais entendus par la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles. Les appels relevant de l'ancienne Loi sur les accidents du travail (L.R.Q. c.A-3) continuent cependant d'être du ressort de la Commission des affaires sociales dans sa division maintenant appelée de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels.

6.1 Accidents du travail

Un travailleur victime d'un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail a droit à certaines prestations qui sont prévues par la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., c. A-3). Ces prestations lui sont versées pour compenser des périodes d'incapacité partielle ou totale temporaire ou pour l'indemniser pour une incapacité partielle ou totale permanente résultant de l'accident.

La Commission de la santé et de la sécurité du travail (C.S.S.T.) est chargée d'administrer le régime. La décision de première instance est prise par un de ses agents d'indemnisation. Elle peut être contestée devant un de ses bureaux de révision. En cas d'insatisfaction, tant le travailleur que son employeur peuvent loger un appel devant la Commission.

Tableau VIII

Statistiques 1987-1988
Division de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels

Déclarations d'appel et décisions rendues

	Déclarations d'appel	Décisions rendues
Solde en cours au 1er avril 1987	8 419	
Reçues du 1er avril 1987 au 31 mars 1988	1 909	2 057
Moins:		
Dossiers annulés	(675)	
	9 653	2 057
Dossiers en cours au 31 mars 1988	7 596 (1)	

1 Les dossiers en cours comprennent des dossiers en délibéré, des dossiers déjà cédulés pour l'audition mais où il y a eu remise à la demande des parties, des dossiers prêts pour audition au 31 mars 1988 dont l'audition devait se tenir dans les semaines suivantes et les dossiers en attente d'être cédulés au rôle pour audition.

L'appel porte sur le droit ou le quantum de l'indemnité ou sur le degré de diminution de capacité de travail.

Les auditions se tiennent aux bureaux de la Commission à Sainte-Foy et Montréal ainsi qu'à différents endroits de la province. Le travailleur, son employeur et la C.S.S.T. sont avisés de la tenue de cette audition où ils peuvent comparaître et faire valoir leurs représentations quant à la solution du litige.

Le solde des dossiers en cours au 31 mars 1988, (7 596) est révélateur de la situation qui prévaut dans cette division, où la Commission n'a pu, depuis neuf ans, disposer du nombre d'appels reçus.

Initialement, on prévoyait recevoir 400 appels par année en Division des accidents du travail. Il en fut tout autrement puisque 1 028 appels furent reçus en 1979-1980, 2 357 en 1980-1981, 1 441 en 1981-1982, 1 805 en 1982-1983, 2 428 en 1983-1984 et 3 341 en 1984-1985, 3 564 en 1985-1986, 3 260 en 1986-1987 et 1 909 en 1987-1988.

Au début, la Commission ne disposait pas des effectifs nécessaires pour entendre le nombre d'appels reçus annuellement dans cette division. Elle ne pouvait en fait que céduler environ 300 auditions par année. L'addition, au plan de ses effectifs, de nouveaux membres et assesseurs médecins à temps plein, lui a permis de céduler annuellement plus de cas (1 941 cas cédulés en 1983-1984, 2 318 cas cédulés en 1984-1985 et 2 957 en 1985-1986, 3 475 en 1986-1987 et 3 459 en 1987-1988). Cependant, pour traiter le nombre d'appels en suspens, de nouvelles additions de membres et d'assesseurs médecins sont encore à envisager.

7. Division de l'assurance-automobile

La division de l'assurance-automobile est la plus récente de la Commission. Les appels y sont entendus par deux membres et un assesseur médecin. Le quorum peut être réduit à un membre et un assesseur médecin sur ordre du président lorsqu'il le juge à propos.

Cette division entend:

1) les appels de personnes insatisfaites de décisions prises par la Régie de l'assurance-automobile quant au droit ou quantum d'une indemnité, logés selon l'article 56 de la Loi sur l'assurance-automobile (L.R.Q., c. A-25).

Depuis l'exercice 1978-1979, la Commission a reçu 7 735 déclarations dans cette division et rendu 3 099 décisions. Au cours du présent exercice, 2 077 déclarations lui furent adressées et 718 décisions furent rendues, 310 dossiers étant annulés par voie de règlement ou désistement. Parmi les 708 décisions rendues sur le fond du litige, 197 ont accueilli l'appel alors que 511 l'ont rejeté.

Il est à noter que le volume des déclarations reçues qui avait plus que doublé depuis l'exercice 1983-1984, passant de 440 déclarations (1983-1984) à 1 055 déclarations (1984-1985) et 1 005 déclarations (1985-1986) et de nouveau augmenté à 1 732 en 1986-1987, a encore augmenté cette année à 2 077. Nous devons donc affecter plus d'effectifs à cette division en vue d'augmenter le nombre de cas cédulés pour audition qui fut de 1 668 au cours du présent exercice.

La personne victime d'un dommage corporel causé par une automobile doit s'adresser à la Régie de

l'assurance-automobile pour être indemnisée. Elle peut alors se voir reconnaître le droit à diverses catégories d'indemnités, telles une indemnité de remplacement de revenu et une indemnité forfaitaire, pour compenser une blessure, un préjudice esthétique, une mutilation, des douleurs ou une perte de jouissance de la vie. D'autres indemnités sont par ailleurs prévues en cas de décès.

Tableau IX

Statistiques 1987-1988
Division de l'assurance automobile

A : Déclarations d'appel et décisions rendues

	Déclarations d'appel	Décisions rendues
Solde en cours au 1er avril 1987	2 599	
Reçues du 1er avril 1987 au 31 mars 1988	2 077	718
Moins:		
Dossiers annulés	(310)	
	4 366	718
Dossiers en cours au 31 mars 1988	3 648 (1)	

1 Les dossiers en cours comprennent des dossiers en délibéré, des dossiers déjà cédulés pour l'audition mais où il y a eu remise à la demande des parties, des dossiers prêts pour audition au 31 mars 1988 dont l'audition devait se tenir dans les semaines suivantes et les dossiers en attente d'être cédulés au rôle pour audition.

La décision initiale sur une demande est ordinairement prise par un fonctionnaire désigné par la Régie. Elle peut être révisée par la Régie elle-même. S'il demeure insatisfait, un réclamant peut loger un appel devant la Commission.

L'appel porte sur le droit à une indemnité, le quantum ou une question connexe.

Les auditions en division de l'assurance-automobile se tiennent aux bureau de la Commission à Sainte-Foy et Montréal et dans les diverses régions de la province. La Commission entend alors les représentations de l'appelant ou de son représentant et de la Régie de l'assurance-automobile.

Chapitre III
Observations et recommandations

Introduction

En vertu de sa loi constitutive, la Commission peut, dans son rapport annuel, faire des recommandations sur les lois, règlements, directives et pratiques administratives, au sujet desquels elle entend des appels, requêtes ou demandes.

Il ne s'agit pas pour elle de proposer des politiques globales, mais d'attirer l'attention du Gouvernement sur des situations qui lui paraissent anormales à l'occasion de la tenue d'auditions dans les diverses divisions.

C'est dans cette perspective que la Commission fait, dans cette partie, des observations et des recommandations sur certaines matières qui ont retenu son attention au cours de cet exercice financier.

Titre I Recommandation concernant la loi constitutive de la Commission des affaires sociales (L.R.Q., c. C-34)

Les modalités de nomination et de renouvellement des mandats des membres et assesseurs de la Commission sont prescrites aux articles 3, 4 et 7 de sa loi constitutive.

Le mécanisme qui y est prévu remonte à la version originale de la loi, et ne fut revu, ni à l'occasion de la refonte des lois, ni à la suite de l'adoption de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12) ou de la Charte canadienne des droits et libertés.

Les lacunes inhérentes à de semblables modalités furent soulignées, de façon unanime et répétitive, par la totalité des groupes chargés, depuis 1970*, d'évaluer l'état de la justice administrative québécoise.

Ces rapports font ressortir que ces lacunes sont encore plus manifestes dans le cas des tribunaux administratifs d'appel, exerçant en dernier ressort et de façon exclusive une pluralité de juridictions.

Parallèlement, et dans le sillage de l'arrêt Valente (1985, R.C.S. 673), les tribunaux supérieurs furent récemment amenés, à quelques reprises, à accréditer ces analyses critiques et à établir les critères devant valoir en semblable matière. Le projet de loi concernant le statut de certains juges municipaux résulte d'ailleurs de l'un de ces jugements.

Compte tenu de ces rapports, de ces chartes et de cette jurisprudence, et considérant l'expérience acquise récemment, la Commission recommande donc que soient révisées les dispositions précitées, de manière à remédier aux anachronismes des modalités qui y sont énoncées.

Titre II Autres recommandations

1. Division de l'aide et des allocations sociales

1.1 Aptitude au travail — soins à domicile

L'aide sociale versée pour les bénéficiaires qui sont âgés de moins de 30 ans et aptes au travail est limitée. Cette mesure, qui fait maintenant l'objet de nombreuses discussions et suscite controverse, se veut incitative au travail pour les personnes qu'elles concernent.

Il existe pourtant des situations où, en attendant la parité promise, on pourrait dès maintenant y faire exception, dont celle où un bénéficiaire doit rester au foyer familial pour prendre soin d'un parent malade et le remplacer dans diverses tâches domestiques.

Cette présence au foyer d'un jeune adulte de moins de 30 ans évite le démembrement de certaines unités familiales et permet des économies d'échelle vu les coûts d'hébergement en familles d'accueil ou en institutions spécialisées.

La Commission recommande donc qu'une exception soit prévue pour que ces bénéficiaires d'aide sociale, âgés de moins de 30 ans, qui doivent rester au foyer familial pour prendre soin d'un parent et le remplacer dans diverses tâches, reçoivent le plein montant d'aide sociale. (La Commission ne connaissait pas la teneur exacte du projet de loi déposé concernant ces bénéficiaires au moment de la formulation de la présente recommandation).

1.2 Cours de préposé aux bénéficiaires

L'aide sociale comble à titre de besoin spécial le coût, si aucun autre programme n'y pourvoit, d'études entreprises en vue d'apprendre un métier ou d'acquérir une compétence technique permettant d'occuper un emploi (Règlement sur l'aide sociale, R.R.Q. 1981, c. A-16, r.1, article 35 paragraphe a).

---

* — Rapport du Groupe de travail sur les tribunaux administratifs (Rapport Dussault du 25 mars 1970)

— Document d'orientation en droit administratif, no 4 (Rapport Atkinson-Lévesque, de mai 1983)

— Groupe de travail sur les tribunaux administratifs (Rapport Ouellet du 10 août 1987).

La Commission a reçu, au cours du présent exercice, un appel d'une personne qui s'est vue refuser l'aide à cette fin pour défrayer le coût d'un cours de préposé aux bénéficiaires donné par un centre privé. D'un montant de 380,00 $, ce cours est reconnu par des centres hospitaliers et des centres d'accueil à des fins d'engagement de préposés aux bénéficiaires. Le centre qui le donne y reçoit des étudiants référés par des commissions de formation professionnelle. Il ne détient cependant pas un permis d'enseignement professionnel délivré par le Ministère de l'éducation, n'ayant qu'un permis de culture personnelle.

S'appuyant sur une directive interne concernant la couverture de ce besoin, le Ministère de la main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu refusait de payer ce cours, vu l'absence de permis d'enseignement professionnel.

La Commission a alors eu l'occasion de réitérer une position plusieurs fois exprimée par elle dans les décisions antérieures concernant le remboursement de ce cours, soit qu'il rencontre toutes les conditions prévues à l'article 35 paragraphe a du Règlement sur l'aide sociale et que la directive y ajoute une condition non prévue.

La Commission recommande donc que cette directive (No. 86-54) soit rappelée.

1.3 Demande d'aide sociale

Dans son rapport annuel 1984-1985, la Commission a eu l'occasion d'insister sur l'importance pour les requérants d'aide sociale de la date du dépôt de leur demande d'aide et sur la nécessité d'éviter tout retard à ce niveau (recommandation 1.1 p. 31).

Encore cette année, elle a été témoin de situations où des requérants ont tardé à déposer la formule de demande sur la foi d'informations erronnées.

Ainsi dans un cas, un centre local du Ministère de la main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu a pris l'initiative de joindre au formulaire de demande d'autres feuillets d'information où il demandait au requérant de rapporter non seulement le formulaire dûment complété mais aussi les originaux de certains documents, dont des livrets de banque mis à jour, ce qui pouvait requérir un délai de quelques semaines et retarder d'autant la présentation de la demande et l'admissibilité à l'aide sociale.

Semblable pratique administrative n'a pas sa raison d'être et on devrait insister pour que la formule de demande soit complétée et déposée dans les meilleurs délais, quitte à ce que certains documents puissent être produits par la suite.

2. Division du régime de rentes

2.1 Délai d'appel — RRE-RRF — agents de la paix

Un employé ou bénéficiaire visé par le régime de retraite des enseignants (L.R.Q. c. R-11) ou le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q. c. R-12) peut loger un appel devant la Commission des affaires sociales à la suite d'une décision rendue en réexamen par un Comité de retraite. Dans un tel cas, le délai d'appel est de 90 jours et il se compute de la date de la mise à la poste de la décision du Comité de retraite (Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q. c. R-10, article 181 paragraphe 2°).

La même situation prévaut quant au nouveau droit d'appel selon l'article 143 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales (L.Q. 1987, c. 107).

Cette façon de computer le point de départ du délai d'appel est différente de celle employée dans toutes les autres juridictions de la Commission où le délai se compute de la date de la notification de la décision dont on appelle.

On sait qu'habituellement la date de la mise à la poste de la décision contestée ne correspond pas à celle où la personne visée par cette décision en a été notifiée, vu qu'elle la précède.

L'article 32 de la Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q. c. C-34) qui traite du délai d'appel pour toutes les juridictions de la Commission ne compute d'ailleurs le délai que de la date de la notification de la décision contestée, sans distinguer pour les appels logés selon les lois précédemment mentionnées.

Il y a donc conflit entre ces dispositions et risques d'erreurs chez les appelants concernés.

La Commission recommande donc que les articles 181 paragraphe 2° de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q. c. R-10) et 143 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales (L.Q. 1987, c. 107) soient modifiés de façon à ce que le délai d'appel de 90 jours se compute de la date de la notification de la décision dont on appelle.

Annexes

Annexe I

Juridiction de la Commission des affaires sociales

Article 6 de la *Loi sur la Commission des affaires sociales* (L.R.Q., c. C-34)

« La Commission siège en division. Les divisions sont les suivantes :

1. la Division de l'aide et des allocations sociales ;
2. la Division de la protection du malade mental ;
3. la Division des services de santé et des services sociaux ;
4. la Division du régime de rentes ;
5. la Division de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels ;
6. la Division de l'assurance-automobile. »

Division de l'aide et des allocations sociales

Lois attributives de juridiction	Loi sur la Commission des affaires sociales L.R.Q., c. C-34	Délai pour inscrire un appel L.R.Q., c. C-34
Loi sur l'aide sociale 1969, c. 63, a. 42 *Aide refusée, réduite, suspendue* (L.R.Q., c. A-16, a. 30)	a. 21a) Quorum : a. 26 1 membre et 1 assesseur	a. 32 90 jours
Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord Québécois. L.R.Q., c. S-3.2, a. 40 *Prestation de sécurité de revenu*	a. 21a) Quorum : a. 26 1 membre et 1 assesseur	a. 32 90 jours
Loi sur les allocations familiales L.R.Q., c. A-17, a. 20 *Octroi d'allocation*	a. 21b) Quorum : a. 26 1 membre et 1 assesseur	a. 32 90 jours
Loi sur les services de santé et les services sociaux L.R.Q., c. S-5, a. 162 *Contribution d'hébergement (exonération)*	a. 21j) Quorum : a. 26 1 membre et 1 assesseur	a. 21 90 jours
Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées L.R.Q., c. E-20.1, a. 48 *Plan de services*	A. 21u) Quorum : a. 26 1 membre et 1 assesseur	a. 32 90 jours
Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées L.R.Q., c. E-20, a. 59 *Aide matérielle*	a. 21v) Quorum : a. 26 1 membre et 1 assesseur	a. 32 90 jours
Loi sur les services de garde à l'enfance L.R.Q., c. S-4.1, a. 45 *Exonération d'un paiement de contribution*	a. 21y) Quorum : a. 26 1 membre et 1 assesseur	a. 32 90 jours

Division de la protection du malade mental

Lois attributives de juridiction	Loi sur la Commission des affaires sociales L.R.Q., c. C-34	Délai pour inscrire un appel L.R.Q., c. C-34
Loi sur la protection du malade mental L.R.Q., c. P-41 *Cure fermée*	a. 21c) Quorum : a. 27 1 membre et 2 assesseurs psychiatres	a. 32 90 jours

Division des services de santé et des services sociaux

Lois attributives de juridiction	Loi sur la Commission des affaires sociales L.R.Q., c. C-34	Délai pour inscrire un appel L.R.Q., c. C-34
Loi sur les services de santé et les services sociaux L.R.Q., c. S-5, a. 7 *Accès au dossier*	a. 21d) Quorum : a. 29 1 membre	a. 32 90 jours
Loi sur les services de santé et les services sociaux L.R.Q., c. S-5, a. 24-48-59 et 87 *Contestation et annulation d'élection*	a. 21f) Quorum : a. 29 1 membre	a. 32 90 jours
Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées L.R.Q., c. E-20.1, a. 20 *Accès au dossier*	a. 21r) Quorum : a. 29 1 membre	a. 32 90 jours
Loi sur les services de garde à l'enfance L.R.Q., c. S-4.1, a. 44 *Accès à la fiche d'inscription*	a. 21x) Quorum : a. 29 1 membre	a. 32 90 jours
Loi sur les services de santé et les services sociaux L.R.Q., c. s-5, a. 19 *Conseil régional* (plainte)	a. 21e) Quorum : a. 29 2 membres	a. 32 90 jours
Loi sur les services de santé et les services sociaux L.R.Q., c. S-5, a. 148 *Permis*	a. 21h) Quorum : a. 29 2 membres	a. 32 90 jours
Loi sur les services de santé et les services sociaux L.R.Q., c. S-5, a. 182.1 *Évacuation et relocalisation*	a. 21h.1) Quorum : a. 29 2 membres	a. 32 10 jours et jugé d'urgence
Loi sur la protection de la santé publique L.R.Q., c. P-35 *Permis*	a. 21j) Quorum : a. 29 2 membres	a. 32 90 jours
Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées L.R.Q., c. E-20.1, a. 30 *Identification*	a. 21s) Quorum : a. 29 2 membres	a. 32 90 jours
Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées L.R.Q., c. E-20.1, a. 44 *Travail adapté/certificat*	a. 21t) Quorum : a. 29 2 membres	a. 32 90 jours
Loi sur les services de garde à l'enfance L.R.Q., c. S-4.1, a. 42 *Permis*	a. 21w Quorum : a. 29 2 membres	a. 32 90 jours
Loi sur les services de santé et les services sociaux L.R.Q., c. S-5, a. 132 *Nomination* (médecin, dentiste)	a. 21g) Quorum : a. 29 2 membres et 1 assesseur médecin	a. 32 90 jours possibilité d'étendre à 180 jours
Loi sur la protection de la santé publique L.R.Q., c. P-35, a. 16.7 Immunisation	a. 21j.1) Quorum : a. 29 2 membres et 1 assesseur médecin	a. 32 90 jours

Division du régime de rentes

Lois attributives de juridiction	Loi sur la Commission des affaires sociales L.R.Q., c. C-34	Délai pour inscrire un appel L.R.Q., c. C-34
Loi sur le régime de rentes du Québec L.R.Q., c. R-9, a. 188 *Prestations*	a. 21k) Quorum : a. 30 3 membres	a. 32 90 jours
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics L.R.Q., c. R-10, a. 181 par. 2 Pension	a. 21p) Quorum : a. 30 3 membres	a. 32 90 jours
Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales L.Q. 1987, c. 107	a. 21p) Quorum : a. 30 3 membres	a. 32 90 jours

Division de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels

Lois attributives de juridiction	Loi sur la Commission des affaires sociales L.R.Q., c. C-34	Délai pour inscrire un appel L.R.Q., c. C-34
Loi sur les accidents du travail L.R.Q., c. A-3, a. 65 *Droit à une compensation, quantum*	a. 21m) Quorum : a. 31 2 membres et 1 assesseur médecin	a. 32 30 jours
Loi sur les accidents du travail L.R.Q., c. A-3, a. 65 *Diminution de capacité de travail*	a. 21n) Quorum : a. 31 2 membres et 1 assesseur médecin	a. 32 90 jours
Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières L.R.Q., c. I-7, a. 12 *Indemnité forfaitaire ou complémentaire*	a. 21o) Quorum : a. 31 2 membres et 1 assesseur médecin	a. 32 90 jours
Loi visant à favoriser le civisme L.R.Q., c. C-20, a. 7 et 19 *Compensation*	Appel possible par l'application de l'article 65 de la *Loi sur les accidents du travail*	
Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre L.R.Q., c. P-38, a. 44 *Compensation*	Un appel est possible dans les mêmes conditions qu'un appel en vertu de la *Loi visant à favoriser le civisme s'appliquerait*	
Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels L.R.Q., c. I-6, a. 12 *Compensation*	Appel possible par l'application de l'artice 65 de la *Loi sur les accidents du travail*	

Division de l'assurance-automobile

Lois attributives de juridiction	Loi sur la Commission des affaires sociales L.R.Q., c. C-34	Délai pour inscrire un appel L.R.Q., c. C-34
Loi sur l'assurance-automobile L.R.Q., c. A-25, a. 56 *Indemnité*	a. 21q) Quorum : a. 31.1 2 membres et 1 assesseur médecin	a. 32 90 jours

Remarque quant au délai pour inscrire un appel :

En vertu de l'article 32 (L.R.Q., c. C-34) de la Loi sur la Commission des affaires sociales, la Commission peut permettre à une personne d'agir après l'expiration des délais fixés par cet article 32 et l'article 32.1 si cette personne démontre qu'elle a été en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

Annexe II

Règles de preuve, de procédure et de pratique de la Commission des affaires sociales, c. C-34, r.1

Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., c. C-34)

Section I
Définitions

1. Dans les présentes règles, les expressions suivantes signifient :

a) « Loi » : la Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., c. C-34) ;

b) « Commission » : la Commission des affaires sociales ;

c) « président » : le président de la Commission des affaires sociales ;

d) « vice-président » : le vice-président de la Commission des affaires sociales ;

e) « secrétaire » : le secrétaire de la Commission des affaires sociales ou le secrétaire-adjoint ;

f) « appel » : un appel visé à l'article 21 de la Loi ;

g) « demande » : une demande visée à l'article 21 de la Loi ;

h) « requête » : une requête visée à l'article 21 de la Loi ;

i) « déclaration » ; une déclaration faite selon le premier alinéa de l'article 32 de la Loi ;

j) « déclarant » : toute personne qui produit une déclaration concernant un appel, une demande ou une requête.

Section II
Déclaration

2. La déclaration doit contenir les nom, prénom et adresse du déclarant, la mention et la date de l'événement donnant lieu à la déclaration ainsi qu'un exposé sommaire des motifs invoqués à l'appui de l'appel, la demande ou la requête. Elle doit être signée par le déclarant ou par une personne autorisée par lui. Elle peut indiquer les nom, prénom et adresse de son représentant légal lorsqu'il en a désigné un. Il doit également y être spécifié l'intention de comparaître ou d'être représenté à l'audition. La déclaration peut être soumise à l'aide de la formule préparée par la Commission.

3. La déclaration est dûment introduite lorsqu'elle est déposée à la Commission ou mise à la poste à son adresse en la forme prescrite à l'article 2, aux bureaux de la Commission à Montréal ou à Sainte-Foy (Québec).

4. La déclaration peut être produite par le déclarant ou par son représentant.

5. Un appel, une demande ou une requête peut en tout temps être retiré en tout ou en partie au moyen d'un avis écrit transmis au secrétaire et signé par le déclarant.

6. Lorsque la Commission reçoit une déclaration, le secrétaire expédie un accusé de réception au déclarant et à son représentant s'il en a désigné un.

Section III
Demande d'extension du délai de reproduction de la déclaration

7. La demande de formuler une déclaration après l'expiration du délai prescrit à l'article 32 de la Loi se fait en indiquant à la Commission les raisons pour lesquelles le déclarant a été, en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

8. Cette demande contient également :

a) la mention et la date de l'événement donnant lieu à la déclaration ;

b) la signature du déclarant ;

c) les nom, prénom et adresse du déclarant et de son représentant s'il en a désigné un.

9. La Commission peut accepter une demande verbale d'extension du délai, au moment de l'audition au mérite, d'un appel, d'une demande ou d'une requête.

10. La demande peut être faite par le déclarant ou son représentant.

11. La Commission peut exiger du déclarant ou de tout autre organisme ou personne les documents ou renseignements utiles aux fins d'accorder ou de refuser une extension du délai pour produire la déclaration.

12. La personne qui sollicite selon l'article 32 de la Loi peut produire tout document qu'elle juge utile à l'appui de sa demande.

13. La Commission accorde ou refuse le délai demandé, fixe sa durée et en avise le déclarant et son représentant lorsqu'il en a désigné un.

Section IV
Audition de l'appel, la demande ou la requête

14. Les appels, demandes ou requêtes, sont entendus aux bureaux de la Commission, à Sainte-Foy (Québec) ou à Montréal, ou à tout endroit plus rapproché du lieu de résidence du déclarant ou de son représentant, que fixe le secrétaire.

15. La Commission transmet au déclarant, ainsi qu'à son représentant s'il en a désigné un, un avis d'audition mentionnant la date, l'heure et le lieu de l'audition.

16. Un tel avis d'audition est également transmis à toute personne avisée conformément aux articles 22 et 33 de la Loi.

17. Si, à l'ouverture de l'audition, le déclarant ou son représentant selon le cas, fait défaut de comparaître, la Commission dispose de l'appel, la demande ou la requête de la façon qu'elle croit la mieux appropriée en motivant par écrit sa décision.

18. À défaut de quorum à l'ouverture de l'audition, la Commission remet l'audition à la date la plus rapprochée possible.

19. La Commission peut, pour cause, accorder la remise ou l'ajournement de l'audition. Elle peut d'elle-même, avec motifs à l'appui, reporter l'audition ou l'ajourner aux conditions qu'elle juge à propos.

20. L'audition est publique. La Commission peut cependant ordonner le huis clos lorsqu'elle en décide ainsi dans l'intérêt de la justice.

21. Lors de l'audition, les témoins sont interrogés sous serment ou déclaration solennelle par les membres ou assesseurs de la Commission qui entendent l'appel, la demande ou la requête et par chacune des parties et tout intervenant.

    Les témoins souffrant d'incapacité physique ou mentale peuvent être dispensés de cette formalité.

22. La Commission peut ordonner que la déposition des témoins soit prise en sténographie, sténotypie ou à l'aide de tout autre moyen mécanique.

23. Chacune des parties peut faire entendre des témoins, fournir des renseignements et produire des documents au sujet de l'appel, la demande ou la requête.

24. Un membre ou un assesseur ayant entendu l'appel, la demande ou la requête ou toute autre personne dûment autorisée par la Commission, dresse un procès-verbal de l'audition dans lequel il inscrit les nom et prénom du déclarant et de son représentant lorsqu'il en a désigné un, les noms des témoins qui ont été assignés et note toutes les productions faites pendant les séances, toutes les ordonnances et indications de la Commission ainsi que toutes les décisions incidentes.

25. Les membres et assesseurs qui ont pris un appel, une demande ou une requête en délibéré peuvent, même de leur propre initiative, ordonner la réouverture de l'audition pour les fins et aux conditions qu'ils déterminent. Le secrétaire doit communiquer cette ordonnance aux parties et à tout intervenant.

Section V
Preuve

26. La Commission a le pouvoir d'accepter tout mode de preuve qu'elle croit mieux servir les fins de la justice.

    Elle peut requérir la production de tout document, livre, papier ou écrit qu'elle juge nécessaire.

26. 1 Dans la division de l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels, aucun rapport d'expertise médicale ne peut être reçu en preuve à moins qu'il ne soit produit à la Commission et expédié aux parties concernées au moins quinze jours avant la date d'audition, sauf dans le cas où l'impossibilité de produire ledit document plus tôt est établie à la satisfaction de la Commission.

Section VI
Assignation des témoins

27. La Commission peut, par avis, convoquer toute personne à comparaître devant elle et l'obliger à témoigner sous serment ou déclaration solennelle et à produire tout document qu'elle juge utile pour les fins de la justice.

28. Dans le cas cependant où cette procédure serait jugée opportune, la Commission peut, par *subpoena* en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., c. C-37), assigner toute personne à comparaître devant elle et l'obliger à témoigner sous serment ou déclaration solennelle et à produire tout document qu'elle juge utile pour les fins de la justice.

29. La Commission peut, lorsqu'elle juge utile, remettre à toute personne requise de comparaître devant elle une avance de frais de déplacement ou une taxe de témoin fixée conformément aux tarifs en vigueur dans les cours de juridiction civile.

Section VII
Décisions

30. La décision des membres et assesseurs de la Commission qui entendent l'appel, la demande ou la requête constitue la décision de la Commission.

31. Le secrétaire dépose l'original de la décision des membres et assesseurs de la Commission au registre des décisions et une copie certifiée de la décision au dossier.

Le secrétaire transmet, par courrier recommandé ou certifié, ou par tout autre moyen autorisé par la Commission, copie certifiée de la décision au déclarant ainsi qu'à son représentant s'il en a désigné un, à toute personne avisée conformément aux articles 22 et 33 de la Loi et à toute personne susceptible d'avoir à agir pour exécuter la décision.

Section VIII
Dispositions générales

32. Les bureaux de la Commission sont ouverts de 8 h 30 à 16 h 30, du lundi au vendredi de chaque semaine, sauf les jours fériés et les jours de congé des employés de la fonction publique du Québec.

33. Si un délai expire un jour où les bureaux de la Commission ne sont pas ouverts ou qu'il soit ordonné de faire quoi que ce soit un tel jour, ce délai est prolongé au jour ouvrable suivant.

34. Un dossier concernant un appel, une demande ou une requête, revêt un caractère confidentiel et ne peut être consulté que pour cause, si la Commission l'autorise.

35. Aucune procédure faite en vertu des présentes règles ne doit être considérée comme nulle ou rejetée pour vice de forme ou irrégularité de procédure.

36. Les présentes règles ne préjudicient en rien aux pouvoirs et immunité conférés à la Commission et à ses membres et assesseurs par l'article 36 de la Loi.

A.C. 5113-75, (1975) 107 G.O. II, 5855
A.C. 475-79, (1979) III G.O. II 1855

Annexe III

Commission des
affaires sociales
Place de Ville 2
1020 Route de l'Église,
Ste-Foy, Qué.
G1V 3V9

DÉCLARATION

IDENTIFICATION

M
MME
MLLE _____
(NOM) (PRÉNOM)

_____
(ADRESSE)

_____ L_L_L_-L_L_L_
CODE POSTAL

_____ _____ _____ L_L_L_-L_L_L_-L_L_L_
(DATE DE NAISSANCE) (NO DE TÉLÉPHONE N° ASSURANCE SOCIALE

_____
(VOTRE N° DE DOSSIER)

APPLICATION DU CAS:

JE DÉSIRE SOUMETTRE À LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES UNE DÉCLARATION CONCERNANT L'ÉVÉNEMENT

SUIVANT (voir l'énumération au verso): _____

DATE DE L'ÉVÉNEMENT: _____ 19 ____

AFIN D'APPUYER LA PRÉSENTE DÉCLARATION, J'EXPOSE LES RAISONS SUIVANTES:

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

N.B. SI L'ESPACE EST INSUFFISANT, VEUILLEZ ANNEXER UNE FEUILLE.

J'AI L'INTENTION D'ÊTRE PRÉSENT À L'AUDITION DE MA CAUSE: OUI ☐ NON ☐

JE SERAI REPRÉSENTÉ(E) À L'AUDITION DE MA CAUSE: OUI ☐ NON ☐

SI OUI, PAR: _____
(NOM ET PRÉNOM)

_____
(ADRESSE)

_____

AVEZ-VOUS DÉJÀ SOUMIS UNE DÉCLARATION? OUI ☐ NON ☐

SI OUI: _____ _____
(À QUELLE DATE) SPÉCIFIEZ LE NUMÉRO DE L'ÉVÉNEMENT (VOIR VERSO)

SIGNÉ LE: _____ _____
(DATE) (ENDROIT)

_____
(SIGNATURE DU DÉCLARANT)

RÉSERVÉ À L'USAGE DE LA COMMISSION

NO DU DOSSIER _____ DIVISION _____

FORMULAIRE VÉRIFIÉ PAR _____ LE _____

(VERSO)

LES EVENEMENTS SUIVANTS PEUVENT DONNER LIEU À UN APPEL, UNE DEMANDE OU UNE REQUÊTE DEVANT LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES:

1 UNE DECISION D'UN BUREAU REGIONAL, EN REVISION, EN MATIERE D'AIDE SOCIALE.

2 UNE DECISION DE LA REGIE DES RENTES, EN REVISION, EN MATIERE D'ALLOCATIONS FAMILIALES.

3 UNE DECISION DU MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES SUR UNE DEMANDE D'EXONERATION DU PAIEMENT D'UNE CONTRIBUTION EXIGEE D'UN BENEFICIAIRE POUR UN HEBERGEMENT DANS UN ETABLISSEMENT, UNE PRISE EN CHARGE PAR UNE FAMILLE D'ACCUEIL OU LA RECEPTION DE SERVICES D'UNE GARDIENNE D'ENFANTS.

4 UNE DECISION DU MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES QUANT AU VERSEMENT D'UNE ALLOCATION DE DEPENSES À UN BENEFICIAIRE HEBERGE DANS UN ETABLISSEMENT.

5 UNE DECISION RELATIVE À L'ADMISSION D'UNE PERSONNE EN CURE FERMEE (INDIQUER LE NOM DU CENTRE HOSPITALIER ET DU MEDECIN TRAITANT).

6 UNE DECISION D'UN ETABLISSEMENT REFUSANT À UN BENEFICIAIRE L'ACCES À SON DOSSIER MEDICAL OU À SON DOSSIER AYANT TRAIT AUX SERVICES SOCIAUX QU'IL Y A REÇUS.

7 UNE RECOMMANDATION D'UN CONSEIL REGIONAL À UN ETABLISSEMENT À LA SUITE D'UNE PLAINTE D'UNE PERSONNE (SEUL LE CONSEIL REGIONAL PEUT PRESENTER UNE REQUÊTE À LA COMMISSION).

8 UNE ELECTION OU UNE NOMINATION D'UN OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'UN CONSEIL REGIONAL.

9 UNE ELECTION D'UN OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'UN CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES (C.L.S.C.), D'UN CENTRE HOSPITALIER, D'UN CENTRE DE SERVICES SOCIAUX OU D'UN CENTRE D'ACCUEIL.

10 UNE DECISION D'UN CONSEIL D'ADMINISTRATION D'UN CENTRE HOSPITALIER QUANT À LA DEMANDE DE NOMINATION, LE RENOUVELLEMENT OU LE NON RENOUVELLEMENT DE NOMINATION, LE CHANGEMENT DE STATUT OU DE PRIVILEGE, LA REINSTALLATION OU LE CONGEDIEMENT D'UN MEDECIN OU DENTISTE, L'ABSENCE DE REPONSE À LA DEMANDE DE NOMINATION D'UN MEDECIN OU DENTISTE.

11 UNE DECISION DU MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES À L'EFFET DE SUSPENDRE, D'ANNULER OU DE NE PAS RENOUVELER UN PERMIS D'EXPLOITATION D'UN ETABLISSEMENT.

12 UNE DECISION DU MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES REFUSANT, SUSPENDANT OU ANNULANT UN PERMIS D'OPERATION D'UN LABORATOIRE, D'UNE COLONIE DE VACANCES OU D'UN SERVICE D'AMBULANCE, UN PERMIS POUR L'EMBAUMEMENT, LA CREMATION OU LA THANATOPRAXIE, OU UN PERMIS DE DIRECTEUR DE FUNERAILLES.

13 UNE DECISION D'UN COMITE DE REVISION CONCERNANT LE PAIEMENT, PAR LA REGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE, DES SERVICES ASSURES PAR UN MEDECIN, UN CHIRURGIEN-DENTISTE OU UN OPTOMETRISTE.

14 UNE DECISION DE LA REGIE DES RENTES, EN REEXAMEN, CONCERNANT L'ADMISSIBILITE OU LE MONTANT D'UNE PRESTATION DE RENTES.

15 UNE DECISION D'UN BUREAU DE REVISION DE LA COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL, CONCERNANT LE DROIT À UNE COMPENSATION, LE QUANTUM D'UNE COMPENSATION OU LE TAUX DE DIMINUTION DE CAPACITE DE TRAVAIL.

16 UNE DECISION DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DU REGIME DE RETRAITE, EN REEXAMEN, CONCERNANT, QUANT AU REGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES ET AU REGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS, L'ADMISSIBILITE À UNE PENSION, LE CALCUL DES ANNEES DE SERVICES, LE MONTANT DE LA PENSION OU L'ETAT PREVU À L'ARTICLE 29 d) DU REGIME DE RETRAITE DES EMPLOYES DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS.

17 UNE DECISION DE LA REGIE DE L'ASSURANCE-AUTOMOBILE, RENDUE EN REVISION, EN VERTU DE L'ARTICLE 58 DE LA LOI SUR L'ASSURANCE AUTOMOBILE ET CONCERNANT LE DROIT À L'INDEMNISATION, LE QUANTUM D'UNE INDEMNITE ET TOUTE AFFAIRE CONNEXE AU DROIT À UNE INDEMNITE OU AU QUANTUM D'UNE INDEMNITE.

18 UNE DECISION DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPEES REFUSANT L'ACCES À SON DOSSIER OU UNE COMMUNICATION ECRITE OU VERBALE DUDIT DOSSIER À UN HANDICAPE.

19 UNE DECISION DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPEES REFUSANT UNE DEMANDE D'IDENTIFICATION À UN HANDICAPE.

20 UNE DECISION DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPEES CONCERNANT LE CERTIFICAT D'UN CENTRE DE TRAVAIL ADAPTE.

21 UNE DECISION DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPEES CONCERNANT L'ADMISSIBILITE D'UNE PERSONNE HANDICAPEE À UN PLAN DE SERVICES.

22 UNE DECISION DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPEES CONCERNANT L'AIDE MATERIELLE QUI PEUT ETRE ACCORDEE À UN HANDICAPE, AINSI QUE SES MODALITES.

23 UNE DECISION DE L'OFFICE DES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE CONCERNANT UN PERMIS DE SERVICE DE GARDE OU D'AGENCE DE SERVICE DE GARDE.

24 UNE DECISION DU TITULAIRE D'UN PERMIS DE SERVICE DE GARDE REFUSANT L'ACCES À LA FICHE D'INSCRIPTION ET D'ASSIDUITE DE SON ENFANT AU TITULAIRE DE L'AUTORITE PARENTALE.

25 UNE DECISION DE L'OFFICE DES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE CONCERNANT L'EXONERATION D'UN PAIEMENT DE CONTRIBUTION POUR UN SERVICE DE GARDE.

26 UNE DECISION D'UN CENTRE HOSPITALIER CONCERNANT LA NOMINATION DU MEDECIN QUI Y EST RESPONSABLE DES SERVICES DE SANTE.

27 UNE DECISION DU MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES CONCERNANT UNE INSTALLATION OU SONT EXERCEES SANS PERMIS DES ACTIVITES POUR LESQUELLES UN PERMIS EST EXIGE.

Annexe IV

Personnel de soutien administratif de la Commission des affaires sociales au 31 mars 1988

Noms	Fonctions
Allen, Danyelle	Secrétaire de membres et assesseurs
Arvisais, Serge	Technicien en droit
Aspirot, Laurien	Technicien en droit
Bacon, François	Technicien en droit
Baribeau, Roberte	Secrétaire de membres et assesseurs
Beaudoin, Marcelle	Dactylo
Bédard-Dupuis, Carol	Secrétaire de membres et assesseurs
Bergeron, Jocelyne	Agente de bureau
Bérubé, Gertrude	Téléphoniste-réceptionniste
Blais, Denise	Technicienne en droit
Blanchard, Françoise	Dactylo
Blouin, Jean-Guy	Directeur du Bureau de Québec
Boucher, Yolande	Agente de bureau
Bourdages, Francine	Secrétaire du directeur du bureau de Québec
Bourque, Josée	Dactylo
Boutet, Louise	Secrétaire de membres et assesseurs
Boutin, Sylvie	Secrétaire de membres et assesseurs
Brind'Amour, Murielle	Secrétaire de membres et assesseurs
Carignan, Lucie	Secrétaire de membres et assesseurs
Carlos, Lise	Dactylo
Caron, Alain	Auxiliaire de bureau
Choquette, Lucille	Secrétaire de membres et assesseurs
Chrétien, Ovila	Conseiller juridique
Corriveau, Marcel	Conseiller juridique
Corriveau, Marie-Josée	Secrétaire du service juridique
De Roy, Ginette	Auxiliaire de bureau
Des Ormeaux, Diane	Dactylo
Desparois, Guy	Conseiller juridique
Dubuc, Paulette	Secrétaire de membres et assesseurs
Duchesneau, Pierre	Technicien en droit
Ethier, Chantal	Technicienne en droit
Faguy, Léandre	Préposé aux statistiques
Favreau, Gisèle	Secrétaire de membres et assesseurs
Filteau, Jean-Paul	Secrétaire adjoint
Fontaine, Nicole	Secrétaire du vice-président
Fournier, Marielle	Technicienne en droit
Gallay, Michel	Directeur des services de support administratif
Gauthier, Carole	Agente de bureau
Gervais, Manon	Technicienne en droit
Giguère, Marlène	Dactylo
Gilbert, Sophie	Agente de bureau
Girard, Nicole	Secrétaire de membres et assesseurs
Gleeton, Jean-Louis	Agent de bureau
Huart, Lucie	Secrétaire de membres et assesseurs
Izzi, Micheal	Agent de bureau
Labgé, Lise	Dactylo
Laberge, Danielle	Dactylo

Lahaye, Murielle	Conseiller juridique
Lamontagne, Sylvie	Dactylo
Langlois, Lise	Secrétaire de membres et assesseurs
Lapointe, Johanne	Secrétaire de membres et assesseurs
Latour, Henriette	Secrétaire de membres et assesseurs
Lavoie, Éric	Téléphoniste-réceptionniste
Leduc, Micheline	Directrice du bureau de Montréal
Lemieux, Jacques	Conseiller juridique
Lepage, Carmen	Secrétaire du président
Lepage, Martine	Technicienne en droit
Lepage, Sylvie	Dactylo
Lessard, Nicole	Secrétaire de la vice-présidente
Létourneau, Lise-Anne	Technicienne en personnel
Létourneau, Marie-Claude	Dactylo
Marceau, Lise	Dactylo
Marcoux, Christiane	Technicienne en droit
Marcoux, Lucie	Technicienne en droit
Monette, Josette	Agente de bureau
Nantel, Danielle	Technicienne en droit
Néron, Roselyne	Technicienne en droit
Nolet, Roger	Technicien en droit
Paradis, Carolle	Secrétaire de membres et assesseurs
Poirier, Robert	Technicien en administration
Reynolds, Danièle	Secrétaire de membres et assesseurs
Ricard, Gisèle	Secrétaire de membres et assesseurs
Richard, Gisèle	Secrétaire — Service juridique
Rivard, Martin	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
Robillard, Nicole	Agente de bureau
Savard, Claire	Secrétaire de membres et assesseurs
St-Onge, Huguette	Dactylo
Talbot, Lise	Technicienne en droit
Tessier, Lyne	Technicienne en droit
Therrien, Lise	Secrétaire de membres et assesseurs
Thomas, Brigitte	Technicienne en droit
Tremblay, France	Sténo-dactylo
Zeidan, Hauda	Dactylo

Composition typographique: Mono-Lino inc.

Achevé d'imprimer en février 1989
sur les presses de l'imprimerie
Héon & Nadeau ltée